

ETUDE sur le PATENT LAW ANGLAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Mars à 14 heures

PAR

Henri VELLARD

Licencié ès-Lettres

Président : M. LÉVY-ULLMANN,

Suffragants { MM. JULLIOT de la MORANDIÈRE } *Professeurs*
 { ROUAST }

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1932

Vellard

▲

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

ÉTUDE
sur le
PATENT LAW ANGLAIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ETUDE

sur le

PATENT LAW ANGLAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Mars à 14 heures

PAR

Henri VELLARD

Licencié ès-Lettres

Président : M. LÉVY-ULLMANN,

Suffraganis }

MM. JULLIOT de la MORANDIÈRE
ROUAST

{ *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1932



INTRODUCTION

HISTORIQUE

Au moyen-Age l'industrie anglaise était très en retard sur celle des pays continentaux plus accessibles aux idées nouvelles venues d'Orient et les souverains cherchèrent tout naturellement à attirer de l'étranger les hommes compétents qui leur étaient indispensables pour créer une industrie nouvelle. Dès 1326, une ordonnance royale assure protection et franchise à toute personne qui contribuera à développer l'industrie du tissage en Angleterre, en Irlande et dans le Pays de Galles. Edouard III accorde en 1331 non pas précisément un monopole mais sa protection à un Flamand, Johannes Kempe, pour qu'il enseignât son art aux ouvriers anglais. A la même époque, ce privilège est promis à tous ceux qui viendraient ainsi divulguer leur science. Le même souverain concède en 1336 un véritable brevet à deux tisserands du Brabant venus à York, puis à trois horlogers de Delft.

Les souverains vont même jusqu'à solliciter les techniciens étrangers. En 1440 un citoyen de Schiedam est

invité avec promesse de monopole à venir en Angleterre pour y appliquer une nouvelle méthode d'extraction du sel. En 1452, le roi fait venir de Bohême des mineurs qui étaient alors réputés pour leur science « in mineris ».

Jusqu'alors il n'était pas question d'invention mais seulement d'importation. La lettre royale stipulait que son effet était soumis à la conditions de l'introduction d'une nouvelle industrie dans le royaume.

En 1561, deux étrangers prétendant fabriquer du savon doivent faire une démonstration devant les autorités municipales sous peine de perdre le bénéfice de leur monopole et ils doivent s'adjoindre pour leur exploitation au moins deux collaborateurs de naissance anglaise. En 1563 un inventeur obtient un monopole de 20 années pour une machine à assécher les galeries de mine mais il doit en démontrer l'efficacité dans les trois ans. Enfin en 1571 un anglais obtient un brevet pour une méthode de drainage mais il doit construire et faire fonctionner son appareil dans un délai de deux ans. Il s'agit bien alors d'une invention dans le sens moderne du terme et non plus de l'introduction en Angleterre de procédés connus depuis longtemps à l'étranger que les lettres patentes obligeaient à divulguer au public anglais. Cette condition pour la validité du monopole est particulièrement formelle dans un brevet accordé en 1567 à deux français qui introduisent en Angleterre un procédé de fabrication de verre à vitre.

Les monopoles offraient aux rois un moyen facile de récompenser les services de courtisans et de favoris plus ou moins recommandables. La reine Elisabeth en usa largement. Sir Walter Raleigh, le célèbre corsaire, reçoit un brevet pour accorder des licences aux aubergistes, puis un autre pour l'exportation exclusive des étoffes de laine. Le Parlement protesta en 1603 tellement certains monopoles étaient impopulaires et Jacques I^{er} dut en annuler un grand nombre. Un membre des Communes, avait pu dire après lecture d'une liste de monopoles : « Si les affaires vont de ce train, le pain sera bientôt monopolisé lui aussi ». Les spéculateurs ne manquèrent pas de faire monter les prix et ces excès ne contribuèrent pas peu à provoquer entre la Couronne et le Parlement la grande lutte du XVII^e siècle.

De leur côté les tribunaux avaient tenté de réagir contre les abus du souverain. En 1602, dans le procès Darcy v. Allin, les juges décidèrent qu'aucun monopole ne pouvait restreindre la liberté d'action des citoyens anglais dans les domaines connus et le roi, en 1610, sous la pression générale, publia un édit fixant les cas où la concession du monopole serait désormais licite. Il spécifiait entre autres parmi les cas admissibles : « Les projets d'inventions nouvelles telles qu'elles ne soient pas contraires à la loi, ni néfastes pour l'Etat en augmentant les prix des marchandises en Angleterre, en troublant le commerce ou en gênant de toute autre manière. » Peu à peu

on s'acheminait vers la différenciation entre le monopole et le brevet. Sir Edward Coke, Président du Committee of Grievances » du premier Parlement sous Jacques I^{er}, définit le monopole comme « une concession faite par le Roi à une ou plusieurs personnes du droit exclusif d'acheter, de vendre, de faire, de travailler ou d'utiliser une chose quelconque, par laquelle concession toute autre personne est privée désormais de la liberté dont elle jouissait auparavant ». Or le Common Law ne permet pas au Roi d'entraver ainsi l'activité de ses sujets. Au contraire il peut parfaitement accorder des brevets pour inventions puisque, par définition même, ils portent sur des objets nouveaux dont, par conséquent, personne n'avait la jouissance auparavant.

Enfin le Parlement en 1623 vota le Statut des Monopoles qui est encore aujourd'hui la base de la législation anglaise sur les brevets. Elle est également la première loi qui ait organisé la propriété industrielle.

Cette loi commence dans ses sections 1 à 4 par déclarer que tous les monopoles commerciaux sont nuls aussi bien dans le présent que dans l'avenir, puis elle ajoute dans la section 6 : « Etant entendu que toutes les prévisions sus-mentionnées ne s'étendront pas à toutes lettres patentes et accords de privilèges pour la durée de quatorze années ou moins qui seront faits à l'avenir pour l'exploitation ou fabrication exclusive d'une méthode quelconque industrielle nouvelle à l'intérieur du

Royaume, au premier et véritable inventeur ou inventeurs de ces fabrications que d'autres personnes ne devront pas utiliser, de telle façon qu'elles ne soient pas contraires à la loi ni néfastes pour l'Etat en élevant les prix des denrées à l'intérieur du pays, ne troublent pas le commerce et ne soient en général gênantes : lesdites quatorze années devant être calculées à partir de la date des premières lettres patentes ou concession de ce privilège faits désormais, sauf qu'ils devront avoir la même force qu'ils auraient eue sans la présente loi, et rien de plus. »

Le terme « Inventeur » a conservé dans cette loi le même sens qu'il avait auparavant. Le législateur anglais ne considère toujours que la nouveauté au point de vue national. La simple importation d'une idée pratique ignorée jusque-là à l'intérieur du Royaume-Uni suffit pour justifier le brevet. Les juristes parlent bien dans leurs dissertations d'une distinction à faire entre l'importation et la véritable invention qui exige une certaine activité intellectuelle chez son auteur (*a man's own wit*) mais le législateur estimait cette subtilité inutile pour l'intérêt national. Du reste la loi française du 7 janvier 1791 spécifiait elle aussi dans son article III : « Quiconque apportera le premier en France une découverte étrangère jouira des mêmes avantages que s'il en était l'inventeur. »

Aujourd'hui la rapidité des échanges commerciaux

et la diffusion des idées nouvelles par les livres et les revues techniques restreignent beaucoup l'importance du brevet d'importation, mais il n'en reste pas moins que le juge anglais doit considérer comme premier et véritable inventeur, celui dont l'activité consiste uniquement à déposer un brevet pour un procédé ou un dispositif encore inconnu en Angleterre.

Comme la principale condition du brevet était la divulgation, les inventeurs prirent l'habitude grâce à l'imprimerie de publier la description de leur invention. En 1612 déjà, un nommé Stutevant ayant fait une invention en métallurgie publia, conformément à une clause des lettres patentes, son procédé sous le titre de « *Treatise of Metallica* ». L'inventeur du reste en se soumettant à cette obligation se garantissait contre les contrefacteurs qui ne pouvaient plus alléguer leur ignorance. La façon de rédiger le brevet se précisa au cours des siècles. Les inventeurs prirent tout d'abord l'habitude, dans la description, de déclarer nettement les parties de l'invention dont ils n'entendaient pas s'assurer l'exclusivité. Ils précisaient ainsi l'invention en rejetant les parties superflues. La loi finit par leur imposer la rédaction de revendications qui actuellement constituent la seule invention.

Le Statut des Monopoles prévoyait « une nouvelle fabrication » (a new manufacture) comme pouvant faire l'objet d'un brevet et en interprétant strictement ces

termes on admettait comme brevetable la réalisation pratique d'un procédé ou d'une méthode même connus depuis longtemps. Le but de la loi étant en effet de stimuler les esprits entreprenants, on admettait que pouvaient indistinctement obtenir un brevet le premier inventeur ou le premier industriel. Ce n'est encore que progressivement que s'établit la distinction entre ces deux fonctions. C'est seulement en 1778 que le jugement de Lord Mansfield changea la jurisprudence à cet égard et depuis la fonction d'inventeur est nettement distinguée de celle de l'industriel.

La législation a également évolué au point de vue des rapports du breveté à l'égard de la Couronne. Lorsque les pouvoirs du Roi n'étaient limités par aucune loi, le brevet était un privilège qui était octroyé par le souverain pour le bien de son peuple. Il conserva longtemps ce caractère. En 1821 un jugement (*Brunton v. Hawkes*) déclare « quand un brevet est demandé, la chose peut bien être nouvelle dans tous des détails mais il dépend de l'appréciation de la Couronne si, oui ou non, à titre de faveur elle peut concéder le brevet à la personne qui en fait la demande ». Même en 1865, dans l'affaire *Feather v. The Queen*, le juge dit : « Un brevet n'est pas basé sur un contrat entre le breveté et la Couronne dans lequel le breveté, en divulguant son secret, acquerrait des droits valables pour l'accord. C'est simplement un exercice de la prérogative royale ». Une première consé-

quence de ce principe est que la Couronne peut, par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, utiliser l'invention sans être obligée d'indemniser le breveté. Du moment qu'il n'y a pas contrat, toute contrefaçon est un délit (*tort or wrong*) or on ne peut alléguer contre la Couronne aucun dommage provenant d'un délit.

Le fait était du reste assez rare parce qu'il fallait que la contrefaçon fût commise par un fonctionnaire, non par un simple adjudicataire de travaux publics. Heureusement, car le breveté ne pouvant s'appuyer sur un contrat ne pouvait même pas adresser au Roi une Pétition de Droits (*Petition of Rights*). Une telle situation ne pouvait durer et le gouvernement avait pris l'habitude de désigner un fonctionnaire qui défendait purement et simplement à l'action devant les tribunaux de droit commun. Le législateur intervint et la loi de 1919 règle définitivement les rapports du breveté à l'égard du Roi. On peut lire dans la section 29 : « Un brevet aura tous les mêmes effets contre sa Majesté le Roi que contre un sujet. » Désormais ce sont bien deux contractants qui se trouvent en présence. Ils ont des obligations réciproques qui prennent naissance lors de l'accord du brevet.

Tout succinct qu'il fût, le Statut de 1623 suffit dans sa forme primitive aux besoins de l'industrie encore rudimentaire, mais dès la naissance de la grande industrie il fallut le modifier et le compléter. Aussi voit-on de nombreuses lois s'échelonner pendant toute la durée du

XIX^e siècle. Ce sont les lois des 10 septembre 1835, 24 août 1839, 6 août 1844, 7 juillet 1852, 21 février 1853, 20 août 1853, 8 avril 1859, 27 mars 1865, 14 juillet 1870, 25 août 1883, 14 août 1885, 25 juin 1886, 24 décembre 1888. Au début du XX^e siècle la concurrence étrangère contraignit à apporter de nouvelles modifications. La loi de 1907 institua entre autres l'exploitation obligatoire. Enfin la guerre entraîna avec elle de nouvelles mesures exceptionnelles à l'égard des nations ennemies. Puis une fois la paix rétablie la loi de 1919 termina cette longue évolution.

Depuis qu'elle a acquis l'autonomie, l'Irlande possède sa propre législation.

Toute l'administration nécessaire pour contrôler les demandes de brevets, les accords, les oppositions et toutes les transactions dont peuvent faire l'objet les brevets une fois accordés est centralisée à Londres au Patent Office. A sa tête est placé le Contrôleur des Brevets (Comptroller of Patents) qui a la charge de tenir à jour le grand registre des brevets sur lequel sont portées toutes les opérations dont un brevet peut être l'objet, depuis son dépôt jusqu'à son expiration. On peut faire appel de la plupart des décisions prises par le Contrôleur dans l'exercice de ses fonctions en portant l'affaire devant l'Officier de la loi (Law Officer) qui est l'Attorney-General ou le Solicitor General.

Enfin le Contrôleur est chargé de publier un journal

hebdomadaire dans lequel sont insérés toutes les demandes de brevets, les brevets acceptés et mis à l'examen public, les brevets définitivement accordés et enfin toutes les péripéties qui peuvent survenir durant l'existence du brevet et dont le public a grand intérêt à être informé. En particulier les résumés de brevets publiés par classes sont un répertoire précieux pour les recherches d'antériorités.

Si on compare la loi française et la loi anglaise on constate une différence fondamentale, qui existe du reste avec toutes les législations des autres grands pays industriels, à savoir l'examen préalable qui donne au brevet une certaine valeur et offre une garantie aux capitalistes pouvant s'intéresser éventuellement à l'invention. L'inventeur anglais doit limiter nettement son invention en l'enfermant dans les revendications, alors que le brevet français doit toujours être examiné dans son ensemble bien que la loi prévoie un résumé à la fin de la description. Les revendications strictes ont l'avantage d'indiquer avec précision aux tiers quelle partie de la technique leur est interdite. Le système français a pour résultat de rejeter sur les tribunaux en cas de contestation le soin de vérifier si un brevet est valable ou non.

Etant donné que du point de vue anglais le brevet est une récompense pour la divulgation de l'invention, un industriel anglais ne pourrait pas prouver qu'il

employait antérieurement l'invention pour en conserver la jouissance en dépit du brevet accordé à un tiers. La jurisprudence française au contraire admet l'exception personnelle d'antériorité. L'industriel qui prouve la découverte antérieure faite par lui, en produisant par exemple un rapport de fabrication enregistré, ayant par conséquent date certaine, peut continuer à exploiter tranquillement. On a pu attaquer avec raison ce système car il n'est pas juste que la personne qui a voulu garder pour elle seule une invention soit admise à faire valoir son secret contre une autre personne qui l'a loyalement divulguée dans un brevet pour s'assurer la protection de la loi.

Enfin la loi française tient compte de toutes publications antérieures aussi bien en France qu'à l'Etranger alors que la loi anglaise n'admet comme antériorités que les divulgations faites en Angleterre même.

Le brevet français non exploité est frappé de déchéance alors que la loi anglaise obtige seulement dans ce cas le breveté à concéder obligatoirement des licences. Mais sur ce point, un projet de loi actuellement en discussion au Parlement prévoit également le système des licences obligatoires en cas de non exploitation.

Ce projet doit apporter également d'autres modifications comprenant l'augmentation de la durée du brevet de 15 à 20 ans et aussi le paiement d'une taxe unique dès

le dépôt pour toute la durée du brevet. Ce qui réduit les risques de déchéance en cas de négligence. La loi anglaise ainsi que la loi allemande prévoient une taxe annuelle progressive. Ce qui est plus rationnel.

PREMIÈRE PARTIE

Acquisition du Monopole

CHAPITRE PREMIER

BREVETABILITE

Sans qu'il soit nécessaire que la loi sur les brevets les interdise expressément toutes les inventions contraires à l'ordre public ne sont pas brevetables par application des règles générales du Droit. Ainsi on ne peut breveter une invention qui aurait pour conséquence de favoriser la passion du jeu (*Presser & Moody v. Hoydon & C^{ie}. RPC. XXXVI, 58*).

Il est ensuite une distinction primordiale, c'est celle de la découverte et de l'invention. La découverte est la simple constatation d'une loi naturelle, et quelque importante qu'elle puisse être pour l'industrie, elle ne présente aucun effort créateur nécessaire pour qu'il puisse y avoir brevetabilité. En effet le Statut des Monopoles spécifie formellement que seuls pourront être accordés les monopoles pour un mode de fabrication (*Mode of Manufacture*).

Dans *Househill Iron Cy v. Neilson* (*I Webs. PR. 683*) le juge dit nettement : « Il est tout à fait vrai qu'un bre-

vet ne peut être pris uniquement pour un principe abstrait, par exemple, pour une loi naturelle ou une caractéristique de la matière indépendamment d'une méthode quelconque pour en tirer parti dans les opérations pratiques de l'industrie, des affaires ou de la vie courante. On ne peut s'approprier un principe abstrait mais un brevet peut parfaitement être valide tout en reposant sur la découverte d'un principe scientifique ou d'une loi naturelle s'il l'applique à un but particulier de façon à réaliser un avantage pratique. » On pourrait breveter un système utilisant la force expansive de la vapeur mais personne n'a jamais pu breveter cette force expansive elle même.

Non seulement le brevet sortirait de ses limites en protégeant une découverte puisque la découverte n'a, par hypothèse, rien d'industriel, mais encore il deviendrait particulièrement dangereux pour le progrès. Si des hommes tels que Watt ou Volta avaient eu la possibilité de monopoliser leur découverte, durant toute la durée de leur brevet tous travaux auraient été impossibles pour d'autres ingénieurs à la recherche d'applications industrielles, les seules qui en définitive intéressent le public. La seule récompense que puisse recueillir celui qui a fait une découverte importante, s'il n'en a pas réalisé une application pratique et lucrative, est d'obtenir de l'Etat une rétribution justifiée par l'amélioration qui a été apportée au bien-être général.

Sans mettre en danger l'ordre public et sans être une découverte pure, l'invention peut encore ne pas trouver d'application industrielle ou commerciale. Ainsi un inventeur avait déposé un brevet pour extraire le plomb du corps humain en cas d'empoisonnement (C & W's Application. RPC XXXI. 235). Ce brevet lui est refusé mais le juge ajoute que ce procédé peut devenir brevetable conformément à la loi si l'inventeur peut l'appliquer à des animaux susceptibles d'être vendus.

La loi anglaise n'admet pas non plus les brevets de produits qui permettent au titulaire du brevet de monopoliser complètement une fabrication. C'est une disposition récente de la loi puisqu'elle date seulement de 1919. La section 38 A décide en effet que « dans le cas d'inventions concernant des substances préparées ou produites par des procédés chimiques ou destinées à la nourriture ou à la médecine, le brevet ne devra pas comporter de revendication pour la substance elle-même, sauf quand elle est préparée ou produite par les méthodes spéciales ou procédés de fabrication décrits ou revendiqués ou par des équivalents chimiques évidents ».

La loi anglaise ne donne pas au juge d'énumération des cas où une invention est brevetable et, en cela, est parfaitement en harmonie avec le droit général anglais qui est réfractaire à toute codification. Les idées ne se sont précisées que lentement à mesure que les difficultés augmentaient avec la complexité de l'industrie moderne.

Du reste, en matière de brevets, la loi ne peut fournir aux tribunaux de critérium infaillible. Chaque cas doit être examiné particulièrement et la question de fait est tellement importante que le tribunal doit recourir le plus généralement à l'avis de techniciens spécialistes. Le juge anglais a dû se contenter des termes vagues du Statut de 1623 qui mentionnait seulement : « Une nouvelle méthode de fabrication » et il semble qu'actuellement, après d'innombrables tâtonnements, on puisse répartir les inventions brevetables en quatre catégories, mais les ouvrages de doctrine sont loin d'être formels à ce sujet ; ce sont :

1° Les nouveaux procédés ou dispositifs (contrivances) appliqués à de nouveaux buts.

2° Les nouveaux procédés ou dispositifs (contrivances) appliqués à des buts anciens.

3° Les nouvelles combinaisons de parties anciennes.

4° Les nouvelles méthodes d'application d'un objet connu.

La législation anglaise ne s'est pas arrêtée à une nomenclature des cas brevetables parce qu'il semble bien que ce soit inutile. En effet, quelles sont les qualités primordiales exigées par toutes les lois de propriété industrielle ? Ce sont tout d'abord que l'invention soit industriellement applicable et ensuite qu'elle soit nouvelle. Quand l'inventeur se présente avec une telle invention il obtient un brevet.

L'exclusion des produits comme invention brevetable ne constitue pas une exception à la règle que toute nouveauté industrielle est brevetable parce qu'en réalité ce n'est pas le produit qui est inventé et qui a exigé les efforts de l'inventeur mais bien plutôt le moyen de l'obtenir. Il suffit d'étudier le caractère du produit pour constater qu'il ne devrait pas pouvoir faire l'objet d'un brevet. De même que le résultat, il est seulement la conséquence directe du procédé ou dispositif qui permet de le réaliser et il fait corps avec lui trop intimement pour qu'on puisse l'en détacher.

Puisque, du reste, le produit peut être revendiqué isolément, il faudrait admettre que le produit seul peut être l'objet d'un brevet spécial sans aucune description de la méthode appliquée pour l'obtenir ; ce qui est inadmissible. D'autre part, si la méthode et le produit sont compris dans le même brevet, on est obligé d'admettre que, contrairement à la loi, un brevet peut contenir deux inventions, car l'inventeur peut attaquer indifféremment celui qui applique son procédé et celui qui obtient le même produit par un procédé différent. La loi anglaise a certainement bien fait de supprimer cette anomalie.

Dans le jugement de l'affaire *Huddart v. Grimsham* (I Webs. PR. 86) le juge déclare « Il y a des matériaux élémentaires connus avec lesquels on travaille en mécanique, mais c'est l'adoption de ces matériaux pour la réalisation d'un but particulier quelconque qui consti-

tue l'invention et si leur application est nouvelle, si la combinaison est dans sa nature essentiellement nouvelle si elle produit un nouveau résultat et est utile pour le public, c'est ce genre d'invention qui, protégée par le brevet du Roi, doit conférer au titulaire le droit exclusif d'exploitation ». C'est donc sur la principale qualité d'une invention, sur la nouveauté que s'est concentrée l'attention des juges anglais. Dès l'origine les monopoles ont été créés en Angleterre, comme on l'a vu plus haut pour récompenser l'inventeur d'avoir fait connaître une nouveauté au peuple anglais. La loi ne tient donc, même encore aujourd'hui, aucun compte des connaissances, antérieures au dépôt du brevet, que pouvaient avoir les pays étrangers. Aussi ancien que puisse être un dispositif, en France, par exemple, il pourra être valablement breveté en Angleterre s'il n'y est réellement pas connu. Un tel principe peut paraître étroit mais pratiquement il est fort rare que grâce à la diffusion des revues techniques et aux collections de brevets du Patent Office de Londres toutes les inventions de quelque valeur restent ignorées longtemps du public anglais. La divulgation faisant obstacle au brevet peut parfaitement ne pas résulter d'une publication écrite ou orale mais de la simple utilisation publique de l'invention. C'est le « Public User ».

Une des premières décisions sur la nouveauté en Angleterre est celle de *Edgeberry v. Stephens* (I Webs.

PR. 35) dans laquelle on peut lire : « Si l'invention est nouvelle en Angleterre un brevet peut être accordé bien que la chose ait été réalisé antérieurement outre-mer, car le Statut parle de manufacture nouvelle dans le Royaume de sorte que, si elle est nouvelle en Angleterre, elle rentre dans les limites du Statut. Celui-ci vise en effet à encourager les nouveaux dispositifs en Angleterre et peu importe qu'ils soient appris par les voyages ou par l'étude ». Pour déterminer s'il y a véritablement nouveauté il faut donc rechercher s'il y a eu divulgation en Angleterre dans des conditions telles que les connaissances publiques se soient trouvées enrichies.

L'emploi de l'invention, même s'il s'agit de simples essais expérimentaux, pourvu qu'ils soient faits devant de nombreuses personnes constitue un emploi antérieur (Taylor's Patent. RPC XIII. 482) (Hills v. London Gas Ligth C^{ie}. 5 H & N. 312) mais si les méthodes ou les machines ont été abandonnées et si les produits obtenus ont été par exemple jetés ou détruits, ce ne sont pas là des essais qui peuvent empêcher l'accord d'un brevet ou entraîner son invalidité (Moseley v. Victoria Rubber Cy. RPC IV. 241). Dans ce cas la jurisprudence anglaise considère qu'on n'a pas fait connaître l'invention au public sous l'aspect d'une chose utile. Le juge, dans l'affaire Stead v. Williams, (2 Webs. Pr. 135), s'exprime ainsi : « J'estime qu'il y a une grande différence entre la connaissance d'une invention comme

une chose utile et la connaissance d'une invention comme une simple tentative qui a été un échec et a été abandonnée ». Il faut donc que l'expérimentateur ait renoncé à son projet parce qu'il s'est heurté à un obstacle ; il en serait autrement s'il avait pris cette décision par suite de nonchalance ou d'un cas de force majeure car alors le vice de son invention n'apparaîtrait pas avec évidence. Quant à la distinction souvent difficile entre l'essai d'une invention et son utilisation il semble qu'il faille rechercher si l'on a voulu en retirer un profit immédiat (*Lang v. Gisborne*. 31 Beav. 135).

La première recherche touchant la nouveauté est faite par le Contrôleur qui doit rechercher dans les brevets anglais parus durant les cinquante dernières années précédentes, s'il n'existe pas une antériorité au brevet déposé aussi bien dans les revendications que dans les descriptions (Section 7 de la loi). Il est du reste inutile que cette antériorité soit trouvée dans un brevet valide, il suffit qu'il y ait publication de la prétendue invention (*Gold Ore Treatment Cy v. Golden Horseshoes Estates Cy*. RPh XXXVI. 95). Quand le Contrôleur a accepté un brevet il le publie pour provoquer les oppositions du public. Les brevets étrangers qui sont mis également à la disposition du public à l'Office des Brevets à Londres peuvent empêcher l'accord d'un brevet. Ces documents étant rédigés en langue étrangère, sauf les brevets des Etats Unis et des Dominions, la jurisprudence a hésité

à les accpeter. Les premiers juges dans *Harris v. Rothwell*. R.PC III. 383) (RPC IV. 225) avaient d'abord décidé que l'existence de deux brevets allemands ne constituait pas une antériorité suffisante mais la Cour d'Appel reforma ce jugement et décida que l'Allemand était une langue suffisamment connue en Angleterre pour que le public anglais ait pu prendre connaissance de l'invention. Un tel document pouvant être consulté aisément par le public ce dernier est considéré comme en ayant suffisamment pris connaissance pour qu'il y ait divulgation. Il est bien évident qu'il faut entendre par public, au sens de la loi, non pas celui que touchent les journaux d'information, mais seulement les techniciens qui se tiennent au courant des progrès réalisés dans leur partie. Ce sont en effet les seules personnes qui aient intérêt à consulter les collections de brevets. Pour la divulgation faite par un livre il a été jugé (*Otto v. Steel*, RPC III, 190) que le simple dépôt d'un volume au British Museum était insuffisant parce qu'il était placé dans une salle particulière et non pas dans la salle publique. Bien plus, dans *United Telephone Cy v. Harrison, Cox, Walker & Cy* (LR 21 Ch. D. 720), Lord Justice Fry, exige de l'oposant la preuve que, non seulement le livre décrivant l'invention ait été effectivement déposé dans les bibliothèques, mais encore que plusieurs personnes l'aient consulté de sorte que le public puisse être réellement considéré comme ayant eu connaissance

de cette nouveauté quelle que soit la langue utilisée dans le document. Du reste la valeur d'une publication antérieure reste une question de fait qui doit être appréciée dans chaque cas par le juge et il n'est pas lié par la jurisprudence antérieure. En tout cas la description qui est faite de l'invention doit être suffisamment claire pour qu'une personne, possédant des connaissances ordinaires du sujet, soit immédiatement à même de comprendre et d'appliquer pratiquement l'invention, sans qu'il soit nécessaire de faire de nouvelles expériences ni de rechercher des renseignements complémentaires. S'il reste quelque chose à vérifier pour que l'invention soit applicable, il n'y a pas obstacle à l'accord du brevet (*Hills v. Evans*, 4 De G.F. & J. 300).

Bien entendu la publication antérieure perd toute sa valeur si le déposant prouve qu'elle a été faite grâce à des renseignements qui lui ont été subtilisés et qu'il a déposé son brevet en toute diligence dès qu'il en a eu connaissance. Il faut pour cela qu'il n'y ait pas eu d'exploitation véritablement commerciale mais uniquement des essais. Enfin l'invention peut avoir été divulguée dans une exposition ou faire l'objet d'une communication à une société scientifique sans que le brevet déposé postérieurement soit invalidé pourvu que cette publication soit notifiée au Contrôleur des Brevets et que le dépôt du brevet ait lieu dans les six mois.

Etant toujours basée sur ce principe que le brevet est

une communication faite au public anglais pour enrichir ses connaissances, il est une autre qualité que la loi anglaise exige de cette communication pour qu'elle soit digne de bénéficier d'un monopole : c'est l'utilité. Le public a droit à une prestation en retour de la protection garantie au brevet. « J'estime, dit Lord Ashurst (*Turner v. Winter*. I Webs. PR. 8) que tout brevet est destiné à assurer un monopole au breveté, mais cela est tellement contraire au principe du Common Law que ce serait inacceptable si ce n'étaient les avantages que le public retire de la communication de l'invention après l'expiration du terme pour lequel le brevet a été accordé ». Il était possible aux juges de dériver cette nouvelle condition du Statut des Monopoles bien qu'il ne l'eût pas littéralement exigé. La section 6 précise en effet que les inventions brevetables ne pourront être ni contraires à la loi, ni néfastes à l'Etat en faisant monter les prix, ni gêner le commerce. Aussi le Juge Parke (*Morgan v. Seaward*. I Webs. PR. 197) a pu dire « L'accord d'un monopole pour une invention qui est absolument inutile peut être considéré comme néfaste pour l'Etat, gênante pour le commerce et en général inadmissible (inconvenient) conformément au sens du Statut de Jacques I^{er} car aucune addition ou perfectionnement à une telle invention ne pourraient être faits pendant la durée du monopole. On serait obligé d'acquérir une invention inutile ». L'utilité est une nouvelle qualité qui vient se greff-

fer sur le caractère industriel et le brevet est nul parce que la considération du mérite pour lequel il a été accordé fait défaut et la Couronne a été trompée (*Turner v. Winter*. I Webs. R. 77).

La réalisation pratique ne suffit donc plus pour que l'invention soit utile au public, elle doit être commercialement intéressante et si par exemple le prix de revient est excessif par rapport aux prix de revient réalisés antérieurement, le brevet est considéré comme nul (*Wilson v. Union Oil Mills*. RPC IX. 57). Utilité commerciale ne signifie pas succès commercial qui peut dépendre de multiples circonstances n'augmentant ni ne diminuant en aucune façon la valeur du brevet. Cependant la réussite commerciale influe favorablement les juges et ils inclinent plus facilement à reconnaître l'utilité du brevet (*Badische Anilin & Soda Fabrik*. RPC II. 73).

On voit ainsi que l'utilité d'un brevet se trouve en dehors du domaine de la technique pure. Il faut pour l'apprécier rechercher si l'application de l'invention laisse, somme toute, un bénéfice. Or ce bénéfice conformément au principe de la loi anglaise est destiné à l'expiration du brevet au peuple tout entier, aussi les juges sont-ils particulièrement sévères sur ce point. « Il y a utilité quand le public peut grâce à l'invention faire quelque chose qu'il était impossible de faire auparavant ou encore de la faire d'une manière plus avanta-

geuse qu'on ne le pouvait auparavant (Kelvin v. Whyte, Thomson & C^{ie}. XXV. 177) ». Il suffit que l'utilité existe seulement dans une des applications de l'invention et même si elle est minime elle justifie cependant l'accord du brevet (Philpott v. Hamburg. RPC II. 33).

Si l'invention elle-même doit présenter les qualités de nouveauté et d'utilité en vue du bien public, la Couronne qui concède le monopole n'en exige pas moins que son privilège récompense un véritable mérite. Aussi les juges doivent-ils s'appliquer à rechercher si l'inventeur a bien fait preuve d'ingéniosité inventive dans la conception de ce qu'il propose comme brevet c'est l'« Inventive Ingenuity ». Il semblerait tout d'abord qu'elle est nécessairement impliquée dans les deux caractéristiques précédentes de toute invention brevetable : nouveauté et utilité. Cependant ces dernières sont des qualités objectives de l'invention alors que l'ingéniosité inventive est une qualité subjective de l'inventeur. Une méthode ou un dispositif peut avoir exigé pour son élaboration une grande ingéniosité et n'être pas brevetable parce qu'à l'insu de son créateur elle a déjà été publiée.

D'autre part, il peut y avoir nouveauté et utilité sans ingéniosité dans le cas où la solution du problème en présence duquel s'est trouvé placé l'inventeur prétendu se serait offerte d'elle-même à l'esprit de n'importe qui. De même que pour déterminer la nouveauté il faut se reporter à l'époque du dépôt du brevet pour connaître

exactement l'état de la technique mais en plus de l'appréciation du progrès réalisé il faudra déterminer l'effort qui a été nécessaire.

Cette ingéniosité peut résider aussi bien dans l'idée fondamentale du brevet réalisable par des moyens insignifiants, que dans les moyens rendant possible d'appliquer une idée qui surgit inévitablement dans l'esprit le moins averti se trouvant en présence de la difficulté à surmonter. Dans l'affaire *Hickton's patent Syndicate v. Patents & Machine Improvements Cy* (RPC XXVI. 339) le juge de Première Instance avait décidé qu'une idée nouvelle originale et très méritoire n'est brevetable que si elle exige quelque ingéniosité pour que de théorique elle devienne pratiquement applicable, mais cette décision est réformée en Appel comme étant excessive. « Nous pensons que c'est toujours une question de degré dans l'analogie ou le rapport entre la nouvelle invention et l'ancienne. S'il y a une invention réelle quelconque bien que légère produisant un résultat pratique avantageux, l'invention est brevetable » (*Harwood v. Great Northern Railway*. II HCL. 654). Cette recherche de l'ingéniosité inventive est en somme celle que doit faire le juge français quand il doit classer une invention comme application nouvelle brevetable ou bien comme emploi nouveau non brevetable. Lui aussi se demande si l'inventeur a fait un effort méritoire. L'exemple des roulettes appliquées au montage des poêles est classique.

Le brevet a été déclaré nul mais il n'en reste pas moins que le montage sur roulettes facilite pratiquement les déplacements de l'ustensile et cet avantage est un progrès évident pour cette partie de la technique. Malheureusement c'est l'ingéniosité qui fait défaut.

C'est exactement ce qu'on lit dans un jugement anglais « Dans la présente affaire la principale question semble être : la nouvelle application présente-t-elle une différence telle avec l'ancienne, qu'elle ne vienne pas immédiatement à l'esprit d'une personne qui applique son esprit à cette question, mais au contraire exige-t-elle de l'étude et une certaine application de pensée » (Penn v. Bibby. LR. 2 Ch. 136). Cependant une modification très simple en elle-même mais ayant exigé beaucoup de discernement peut soutenir un brevet (Esther v. Adjustable Stelving & Metal Construction. RCP XXXII. 501). Si la solution présentée par l'invention était vraiment recherchée depuis longtemps les juges ont tendance à lui accorder l'ingéniosité nécessaire pour soutenir un brevet. C'est ainsi qu'ils reconnaissent comme brevetable la combinaison d'organes anciens produisant un dispositif nouveau et utile (Hayward v. Hamilton. Griffin's P.C. 121).

Le succès commercial, n'est pas plus que pour la nouveauté, une preuve certaine mais il suffit dans ce cas d'une moindre ingéniosité (Americam Braidel Wire v. Thomson & C^{ie}. RPC V. 113). En réalité on ne de-

vrait dans ce cas tenir aucun compte du succès commercial qui démontre seulement que l'invention satisfait un besoin mais nullement que l'inventeur a accompli un effort créateur. On en arrive ainsi à créer une confusion entre l'ingéniosité commerciale qui possède sa valeur propre et l'ingéniosité technique. La demande peut prouver à la rigueur la nouveauté mais non l'ingéniosité.

Pour déterminer où finit l'adaptation de principes connus et où commence l'ingéniosité il faut voir si la nouvelle application est nettement en dehors de la routine habituelle. Si elle ne peut pas venir spontanément à l'esprit d'une personne du métier, il y a ingéniosité dans l'application d'une méthode connue à la production d'un produit nouveau (*Osram Lamp Works v. Pope Electric Lamp Cy.* RPC XXXIV, 369). On ne peut pas obtenir un brevet pour un dispositif mécanique bien connu pour la seule raison qu'il est appliqué d'une manière et dans un but qui ne sont pas tout à fait les mêmes mais sont seulement analogues à la manière et au but qui permettraient notoirement son application jusqu'à ce jour (*Lord Westbury dans Harwood v. The Great Northern Railway.* House of Lords Cases. II. 682).

Du reste pour examiner l'ingéniosité, le juge anglais ne tient toujours compte que de l'état de la technique en Angleterre exclusivement et peu importe quelle soit nulle en réalité par suite de divulgations faites à l'étranger.

CHAPITRE II

FORME DU BREVET

Si la Couronne accorde un droit de monopole à l'inventeur pour le récompenser de sa contribution au progrès de la technique il faut qu'en retour il publie une description complète et intelligible de son invention de façon que le public puisse en tirer profit C'est lui en effet, il ne faut pas l'oublier, qui doit être en définitive le bénéficiaire de ce progrès. Autrement la protection qui est ainsi accordée par l'Etat n'aurait plus de cause et le brevet serait nul. Aussi la section II de la loi de 1907 prescrit que « le brevet doit particulièrement décrire et déterminer la nature de l'invention et la manière suivant laquelle elle peut être réalisée ».

L'inventeur en cherchant à rédiger son brevet en termes ambigus pour jouir de la protection de la loi et se soustraire cependant à la divulgation s'exposerait donc à un double danger. D'abord le risque de voir donner à son brevet une interprétation trop étroite qui le priverait d'une partie de la protection qu'il espérait et

de plus, même s'il échappait à ce premier danger, les juges pourraient déclarer qu'il a cherché à tromper la Couronne et par conséquent le brevet tout entier serait déclaré nul.

Il est absolument nécessaire que le breveté déclare dans son brevet, non seulement la nature de son invention, mais encore comment elle est appliquée. Si on ne l'exigeait pas de lui, on ne pourrait pas accorder de monopoles à des personnes qui n'exécutent pas leurs obligations, c'est-à-dire de déclarer franchement au public quelle est leur invention, afin que d'autres personnes puissent connaître le terrain qui leur est interdit et afin que le public soit mis au courant des moyens par lesquels l'invention doit être réalisée (*Morgan v. Seaward* I Webs. PR. 173). Toutes les décisions sur ce point sont formelles. « Pour avoir droit au bénéfice d'un brevet, toute personne doit publier son secret et définir son invention de telle façon que d'autres puissent apprendre par le brevet à faire la chose que ce dernier protège, car le but et la raison d'être du brevet est d'instruire le public pour le temps qui suivra son expiration et le public doit être mis en possession du secret d'une manière aussi ample et profitable que l'implique l'emploi fait par l'inventeur (*R. v. Arkwright*. I Webs. PR. 66).

« Une personne qui demande un brevet et qui possède une méthode pour sa réalisation de la manière la plus

avantageuse doit publier le moyen assurant une égale perfection et sans plus de frais que le breveté lui-même. Le prix qu'il paye pour son brevet est qu'il permettra au public à l'expiration de son privilège de l'appliquer de la même manière et avec les mêmes avantages. Si une partie quelconque procurant un avantage a été cachée, le brevet est nul (*Wood v. Zimmer*. I Webs. Pr, 83).

« Le brevet ne doit pas seulement suggérer quelque chose qui mette en branle l'intelligence d'un homme ingénieux, il doit réellement et clairement exposer ce qu'est l'invention et comment elle est réalisable de façon à épargner à une personne le mal de faire des essais (*Morgan v. Seaward*. I Webs. PR, 179). »

Il faut donc avant tout que la description soit parfaitement intelligible de façon que le public puisse à la seule lecture comprendre le fonctionnement du dispositif ou la marche du procédé revendiqué dans le brevet. C'est cette publicité qui justifie la récompense du monopole et enfin il ne faut pas qu'une description trop large ou trop vague arrête d'autres inventeurs par la crainte d'une contrefaçon alors que leur projet est parfaitement brevetable. Il peut se trouver en effet bien en dehors des limites de l'invention déjà brevetée qui est en réalité beaucoup plus étroite que ne le laisse entendre la description (*Vidal Dyes Syndicate v. Levinstein Ltd*. RPC, XXIX 245). (*Mc Farlane v. Price*. I Webs. 74).

Il reste à déterminer quelles doivent être les qualités de cette descriptions pour qu'elle puisse être considérée comme intelligible. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit faite en des termes savants ou avec des expressions scientifiques, ni qu'elle s'appuie sur des calculs compliqués, il suffit qu'elle permette à un technicien intelligent et compétent de connaître exactement après lecture du texte ce que l'auteur veut faire (*Bradford Dyers Association v. Bury*. RPC, XIX. 1). La moindre réticence risque donc de mettre en danger la validité du brevet tout entier (*Tubes Ltd v. Perfecta Seamless Steel Tube Cy.* XVIII. 339) à moins que ce ne soit une simple omission à laquelle un technicien moyen puisse remédier sans hésitation au moyen des connaissances courantes (*Badische Anilin & Soda Fabrick v. Société Chimique des Usines du Rhône*. RPC, XV. 359). Celui qui dépose un brevet n'est pas obligé par la loi de connaître toutes les finesses de la langue et il doit jouir également d'une certaine latitude pour les variantes possibles que renferme son invention (*Agfa v. Levinstein*. RPC, XXXI. 177. 2 Webs. PC, 216). Pour le genre de techniciens auxquels est destinée la description, il faut considérer les ouvriers moyens car dit un jugement (*Plimpton v. Malcolmson*. LR 3 CD. 576) ils expriment leur opinion sur ce qui est, alors que les ingénieurs expriment leur opinion sur ce qui devrait être.

Le défaut d'intelligibilité peut très bien ne pas pro-

venir non pas d'une omission mais de la complication de la description ou des revendication aussi bien que des dessins adjoints au texte. En effet, si les revendication fixent les droits de l'inventeur il ne faut pas s'imaginer qu'elles soient indépendantes et c'est l'ensemble du brevet qui sert à les interpréter comme nous le verrons.

Pour estimer l'intelligibilité d'un brevet de même que n'importe quelle autre de ses qualités il faut se reporter à la date à laquelle il a été déposé. Il est tout à fait possible qu'à cette date on ignorait encore les propriétés d'un produit pour atteindre le but proposé dans le brevet. Aussi, peut-il, dans ce cas, mentionner en bloc toute une classe de produits sans en spécifier aucun. (*British Dynamite Cy v. Krebs. RPC, XII. 190*). Le brevet est considéré comme valable alors qu'il peut être annulé au contraire si lors de sa rédaction on a énuméré sans distinction les procédés utiles et inutiles (*Badische Anilin v. Levinstein — RPC IV — 450*). S'il s'agit d'une combinaison il n'est pas nécessaire de faire la distinction entre les organes nouveaux et les organes anciens parce que le brevet repose sur la combinaison considérée en bloc sans accorder d'importance à aucun organe particulier à moins que l'une des revendications subsidiaires ne porte sur certaine partie de l'ensemble (*Clark v. Adie. 2 Appeal Cases 321. Harrison v. Anderston Foundry Cy. I Appeal Cases 577*). Des détails importants pour la réalisation peuvent même avoir été omis sans

inconvenient pour la validité du brevet pourvu qu'ils se présentent d'eux-mêmes à l'esprit du technicien moyen pris comme type (*Vidal Dyes Syndicate Ltd v. Levinstein Ltd. RPC, XXVIII. 541*). Mais de telles omissions sont toujours dangereuses car si les juges viennent à considérer qu'il faut pour y suppléer des expériences ou des tâtonnements difficiles et coûteux le brevet ne manque pas d'être déclaré nul comme exigeant pour son application une habileté excessive pour un technicien moyen. Il peut arriver que l'inventeur se soit risqué à émettre une théorie chimique ou physique destinée à assurer une base scientifique à son invention. Même si on constate plus tard que cette théorie est fausse le brevet conserve toute sa force du moment qu'il est réalisable (*Dellweck's Patent. RPC, XV. 682*), pourvu qu'elle n'ait pas été insérée dans le brevet pour induire en erreur. Les erreurs non plus théoriques mais pratiques n'entraînent pas l'invalidation du brevet si elles peuvent être redressées sans difficulté. Un brevet ayant été attaqué pour une simple erreur de rédaction le juge déclare qu'il ne peut admettre qu'un brevet par ailleurs utile puisse être détruit par un défaut aussi insignifiant dans le texte. Si au contraire les erreurs faussent le système revendiqué ou si, pour être rectifiées, elles exigent des recherches incompatibles avec une publication correcte de l'invention, le brevet est annulé.

Pour résumer, la divulgation faite par l'inventeur doit

être complète sans aucune obscurité ni réticence. Dans la rédaction des brevets, les juges exigent la plus pure bonne foi (*Uberrima fides*). Tout inventeur qui cherche à tromper le lecteur ne remplit pas ses devoirs envers la Couronne et celle-ci lui retire son monopole.

Les brevets doivent être présentés sous une forme déterminée par la loi. Pour être déposés ils sont rédigés en langue anglaise et ils débutent par un titre qui indique aussi précisément que possible la partie de la technique à laquelle se rapporte l'invention. Il est suivi d'une description qui expose avec toute la clarté possible la façon de réaliser l'invention et qui se termine par une déclaration distincte de l'invention. C'est une analyse stricte des caractéristiques de l'invention qui constitue la revendication du brevet. Cette forme de déclaration est relativement récente puisqu'elle a été instituée par la loi de 1883. Antérieurement les revendications n'étaient pas nécessaires (*Lister v. Leather* 8 E & B 1004) Il est facile de comprendre que ce resserrement de l'invention dans des limites étroites n'est pas nécessaire lorsque la technique industrielle est simple, mais à mesure qu'elle se complique les interférences deviennent fréquentes. Aussi ce système s'est-il développé progressivement avec l'essor de l'industrie. Cependant de bonne heure les inventeurs spontanément adoptèrent une méthode qui devait aboutir à la loi de 1883. En effet le système des brevets était tellement contraire au libéralisme économique

anglais qu'ils n'étaient guère populaire et poussés par la crainte de voir leur titre contesté à cause de son ampleur exagérée, les inventeurs faisaient suivre leur description non pas d'une revendication mais au contraire d'une renonciation (disclaimer). Ils y renonçaient formellement à certaines parties de la description qu'ils entendaient exclure de leur invention parce que déjà connues. Puis comme il est plus facile de préciser l'invention par une déclaration condensée, l'usage s'en répandit au point que le législateur put simplement sanctionner cette pratique qui est adoptée par la plupart des pays.

La loi anglaise prévoit cependant une forme de brevet intermédiaire qui ne comporte pas de revendications. C'est le brevet provisoire (Provisional Specification) qui est un système absolument particulier à l'Angleterre. Le demandeur n'est pas obligé de déposer d'emblée le texte définitif de son brevet. Il peut se contenter de déposer une description provisoire dans laquelle il expose la nature de l'invention qu'il entend se réserver pour déposer plus tard un brevet définitif. Ce dépôt doit être effectué dans les neuf mois suivants.

Aucun autre pays n'a admis le dépôt d'une ébauche de brevet avant le dépôt du brevet définitif. Les auteurs anglais sont cependant unanimes pour reconnaître les bienfaits de ce système ou tout au moins ne demanderaient que quelques modifications de détail (An Impro-

ved Mode of Procedure for the Grant of Letters Patent, G. G. M. Hardingham, Londres, 1901). L'inventeur a ainsi la possibilité de protéger immédiatement son idée dès qu'elle a germé dans son esprit sans qu'il ait à craindre les indiscretions toujours possibles durant la période de mise au point. Il dispose d'un délai de neuf mois pendant lesquels il peut se livrer ouvertement aux expériences nécessaires. Le brevet provisoire décrit largement le principe de l'invention sans indiquer exactement les modes de réalisation. Il joue simplement le même rôle que l'enregistrement en France il donne à l'invention une date certaine.

En Droit International la question s'est posée de savoir si la spécification provisoire anglaise devait être considérée comme un véritable brevet. Par exemple sa déchéance doit-elle entraîner celle du brevet français correspondant ? On peut répondre sans hésiter que la spécification provisoire ne présente aucune des caractéristiques que la loi anglaise exige d'un brevet. Tout d'abord elle n'est pas publiée isolément. Elle ne l'est que si le brevet définitif est déposé et accepté. C'est pourquoi on peut lire dans la loi (Section 7, § I) que le contrôleur lorsqu'on lui présente une demande de brevet doit examiner si l'invention n'est pas revendiquée ou décrite dans un brevet antérieur « autre qu'une spécification provisoire non suivie d'un brevet complet » et cela parce que la demande provisoire est seulement

imprimée en tête du brevet définitif. Or l'on sait que la loi anglaise fait de la publication une condition essentielle de l'existence du brevet. De plus la spécification provisoire ne subit lors du dépôt qu'un examen de forme. Le contrôleur n'a pas à en apprécier la valeur. Enfin et surtout la spécification provisoire ne fournit aucune précision sur la méthode à suivre pour réaliser pratiquement l'invention. « Un inventeur déposant une spécification provisoire montrant la nature de son invention n'est pas obligé de décrire la manière dont elle est appliquée pratiquement (Woodward v. Sansum) ». Même si elle était publiée la spécification provisoire n'enrichirait pas les connaissances publiques comme le veut la loi anglaise. Pour toutes ces raisons on peut affirmer que la spécification provisoire n'est pas un brevet aux yeux de la loi anglaise et le tribunal n'aurait pas dû, semble-t-il, prononcer la déchéance du brevet français conséquemment à celle d'une spécification provisoire (S. 81-1-409) parce que la durée du brevet français ne peut excéder celle du brevet étranger correspondant. En réalité il n'y avait pas de brevet étranger.

La loi anglaise permet également de déposer successivement plusieurs spécifications provisoires pour des inventions connexes et de les grouper en un seul brevet définitif si elles constituent une seule invention. Ce système présente l'inconvénient que les différentes particularités de l'invention ont été déposées à des dates

différentes et si une question d'antériorité vient à se poser il faudra résoudre le brevet en ses parties constitutives et attribuer à chacune sa date propre. D'où une certaine complication dans un tel examen.

Un dernier inconvénient assez grave du système de la spécification provisoire est que le brevet peut être annulé pour disconformité entre le brevet définitif et la spécification provisoire. Comme en effet le brevet porte la date du dépôt de la demande, même provisoire, il ne faut pas que le brevet définitif déborde de celle-ci. Aussi le déposant prend-il généralement soin de rédiger la spécification provisoire aussi largement que possible pour être certain qu'elle englobera tous les perfectionnements qu'il attend des essais en cours. Or il est très difficile pour les juges de déterminer la conformité entre deux textes décrivant le même objet, l'un en termes vagues, l'autre en termes précis. Aussi peut-on citer (Hardingham, *loc. cit.*) des décisions nettements contradictoires, et le breveté n'est jamais sûr de son sort.

Chaque brevet définitif peut comporter plusieurs revendications mais toutes ne doivent se rapporter qu'à une seule invention revendiquée dans la première. Les revendications suivantes, dites subsidiaires, n'ont de valeur qu'en tant qu'elles se rattachent à la revendication principale. Toutefois le fait qu'un brevet a été accordé pour plusieurs inventions n'entraîne pas son invalidité. C'est une exigence de la loi qui doit être satis-

faite durant la procédure au Patent Office. Le titulaire du brevet n'a pas à subir les conséquences d'une erreur administrative. Du reste si l'examineur considère qu'il y a deux inventions dans le brevet qui lui est proposé et s'il exige la division il accorde généralement à la demande divisionnaire le bénéfice de la même date que la demande primitive.

Lors du dépôt la demande reçoit un numéro d'ordre puis elle est soumise à un examinateur qui recherche dans les brevets anglais publiés, si l'invention proposée n'a pas été décrite ou revendiquée. Cette recherche ne doit pas remonter à plus de cinquante ans. Suivant ses résultats le Contrôleur peut exiger du déposant qu'il apporte à son brevet toutes modifications qui lui paraîtront nécessaires. Toutes les décisions du contrôleur sont du reste susceptibles d'appel devant l'Officier de la Loi (The Law Officer) qui désigne l'Attorney-General ou le Solicitor-General pour l'Angleterre.

Il se peut que sans requérir la modification d'une partie du brevet, le Contrôleur oblige cependant le déposant à y insérer une référence à un brevet antérieur qui se rapproche du sien, sans toutefois constituer une antériorité absolument nette, c'est ce que les Anglais appellent une mention spécifique qui permet au public auquel est destiné le brevet, de juger lui-même quelles sont les limites du brevet. Cette référence est portée sur le titre après les revendications et indique la date ainsi que

le numéro du brevet auquel on peut se reporter. La recherche du Patent Office doit porter également sur les brevets déposés antérieurement mais publiés postérieurement au dépôt du brevet examiné. Cependant dans ces cas il ne tient compte que des revendications, non des descriptions. Celles-ci n'ayant pas encore été publiées ne font pas encore partie des connaissances générales, mais le contrôleur doit veiller à ce que des revendications de brevets divers ne se chevauchent pas. La loi anglaise rentre donc dans la catégorie des législations à examen, mais il faut remarquer que les documents qui peuvent être opposés sont uniquement des brevets, alors que la divulgation antérieure peut parfaitement résulter de toute autre publication. En Allemagne, par exemple, la recherche administrative porte aussi bien sur la littérature que sur les brevets. On cite le cas d'un inventeur qui se vit refuser son brevet par le Patentamt parce que l'examineur avait trouvé une antériorité sous forme d'un dessin dans un journal humoristique « Die Jugend »

Si un déposant a déjà pendant la procédure d'accord cédé le brevet à venir et refuse d'en poursuivre l'accord ou bien si encore plusieurs co-déposants ne peuvent s'entendre, le contrôleur peut, après avoir entendu les parties permettre à ceux qui lui en font la demande de continuer la procédure.

Toute demande qui n'a pas été acceptée est considérée comme inexistante et ne présente aucune valeur même pour servir de base à une opposition.

Si l'inventeur a trouvé un perfectionnement à un brevet déjà accordé il peut demander un brevet d'addition qui doit expirer avec le brevet principal (Parent Patent). Cependant dans le cas de révocation du brevet principal le tribunal ou le contrôleur, s'il le juge opportun, peut rendre le brevet d'addition autonome mais sa durée ne peut cependant dépasser celle que devait avoir le brevet principal. La validité d'un brevet d'addition ne peut être contestée pour ce motif qu'il aurait dû faire l'objet d'un brevet indépendant. On peut également prendre un brevet d'addition à un brevet d'addition sans qu'il soit nécessaire de le rattacher directement au brevet principal (Mc Feely Application. RPC, XXIX. 386), mais on ne peut pas rattacher un brevet d'addition concurremment à plusieurs brevets antérieurs concernant la même invention (H.S.J's Application. XXXI. 47).

Une fois le brevet accepté il est publié dans le journal de l'Office des Brevets et durant un délai de deux mois il peut être fait opposition à son accord. L'administration a admis que le brevet proposé est valable mais elle suspend encore l'apposition du sceau qui donne force de monopole. Ce n'est qu'à partir de la publication consécutive à l'acceptation qu'il peut y avoir contrefaçon. En effet les tiers n'ont pas antérieurement connaissance du brevet. D'autre part, ce n'est qu'après avoir obtenu le sceau que le breveté peut engager une action.

Les oppositions peuvent être faites pour plusieurs motifs :

I. — Le déposant a obtenu l'invention de l'opposant ou d'une personne dont ce dernier est le représentant légal. Il est nécessaire que cette soustraction de l'invention ait eu lieu à l'intérieur du Royaume-Uni. En effet le brevet est destiné à récompenser la publication en Angleterre et d'autre part le juge anglais n'a pas à s'occuper des délits commis en dehors de frontières du royaume et cela même si le fraudeur se prévaut de la convention internationale (*Cutwen's Application*. RPC, XXX. 128). Si l'opposant parvient à prouver que le déposant lui a réellement subtilisé l'invention le contrôleur peut lui attribuer la partie du brevet qui lui revient et le brevet qu'il obtient ainsi porte la date du dépôt effectué par le fraudeur. Sans qu'il y ait aucune manoeuvre dolosive il est possible que, plusieurs personnes ayant travaillé en commun à une recherche, l'une d'elles se considérant comme le seul inventeur dépose un brevet et en poursuive l'accord. Son ou ses autres collaborateurs peuvent alors faire opposition il peut y avoir trois solutions : Supprimer la partie du brevet, la partie qui n'appartient pas au déposant, adjoindre l'opposant au déposant de façon qu'ils soient co-propriétaires du brevet ou bien lui attribuer une participation quelconque dans l'exploitation de l'invention, par exemple, des actions dans la société fondée à cet effet.

II. — L'opposition peut être basée sur une publication antérieure aussi bien un brevet qu'une revue ou un livre. Cette publication bien entendu doit avoir été mise à la portée du public (available to the Public) et le seul fait de la publication ne suffit pas par lui-même. La valeur de cette publication est examinée de la même manière que dans le cas où elle serait opposée dans le cas d'une action en contrefaçon (Best & Marshall's Patent RPC XXXIV. 205). Si le document antérieur est un brevet il n'est pas nécessaire qu'il soit valide bien que son utilité puisse être exigée dans des cas exceptionnels (Rulings by the Comptroller General. 1910. RPC, XXVII — Appx). Si les documents opposés présentent le même dispositif ou le même procédé ou bien des équivalents mécaniques (Ambrose Hudd Smith. RPC, XIII. 200) qui anticipent une partie du brevet le contrôleur exige qu'il soit modifié et l'accorde ainsi limité (Van. Wye's Application. XXVI. 490).

Le titulaire d'un brevet antérieur peut ne pas demander le rejet de la demande à laquelle il fait opposition mais seulement la mention de son brevet sous forme de mention spécifique. Il peut se présenter trois cas :

1° Le brevet antérieur est un brevet de principe (Master Patent) qui fraye la voie à une nouvelle activité aussi les revendications en sont-elles très larges. Tout brevet postérieur ne fait donc que perfectionner l'invention du brevet de principe et il est tout naturel que la mention soit accordée facilement.

2° Le brevet antérieur est un brevet ordinaire et il faut alors que la similitude soit parfaitement nette.

3° Enfin la référence peut encore être faite si le second brevet est ambiguë et mal rédigé mais c'est là un moyen qui ne doit pas être recommandé et applicable seulement aux cas où les modifications du texte défectueux apparaissent impossibles (Hopkins Patent. RPC XXVII. 72).

Du reste si les modifications nécessaires sont trop importantes, le Contrôleur conserve toujours le droit de refuser purement et simplement le brevet (Garnett's Appn. RPC XVI. P. 154).

Les références spécifiques sont destinées uniquement à éclairer le public et un inventeur antérieur ne peut exiger la mention de son brevet uniquement à cause de sa valeur par rapport au brevet actuel alors qu'en réalité il n'y a aucun empiètement d'un brevet sur l'autre (Walker & Peck's Appl. RPC XXII. 199).

N'importe qui ne peut pas faire opposition, il faut avoir un intérêt à ce que le brevet ne soit pas accordé. Cet intérêt peut être fondé sur un brevet ou bien sur l'exercice d'une industrie, pourvu que ce brevet ne soit pas déposé ou l'industrie exercée spécialement pour la circonstance. L'opposant doit être de bonne foi. Le brevet peut avoir été déposé postérieurement à la demande contestée (Rulings of The Comptroller. RPC 1912. Appx), l'intérêt n'en est pas moins actuel, car il est plus facile assurément de faire échouer une demande que d'entreprendre plus tard une procédure en révocation.

Un simple intérêt éventuel pouvant découler, par exemple, de projets plus ou moins vagues de l'opposant ne peut pas étayer une opposition. Il faut que cet intérêt, suivant les termes mêmes employés par le Contrôleur dans une de ses décisions soit « réel, défini et substantiel » (Meyrs's Application. RPC XVI. 526).

L'opposition peut être basée sur la raison que la description est défectueuse, ambiguë ou douteuse. Dans ce cas, l'opposition n'entraîne pas le rejet de la demande mais des modifications qui peuvent être imposées par le Contrôleur s'il juge que l'opposition est fondée.

En cas de disconformité entre la demande provisoire et le brevet définitif on peut faire opposition à l'accord si entre la demande provisoire et le dépôt du brevet définitif on a soi-même déposé un brevet qui se trouverait décrit dans le texte définitif plus ample que la demande provisoire qui n'était pas gênante. Il faut tenir compte cependant que la conformité n'exclut pas les développements normaux de la demande provisoire (Gadd v. Mayor of Manchester. OPC IX. 517). En général quand quelque chose est découvert pendant la période de protection provisoire pour améliorer la réalisation de l'invention, la nature de celle-ci reste la même et il n'y a pas inconvénient à ce que, dans le brevet définitif déposé ensuite, l'invention soit décrite en détails ou même s'il apparaît que la découverte a été approfondie pour la rendre applicable. Si on reste dans ces limites, le brevet

ne peut être attaqué pour disconformité (Lord Blackburn dans *Bailey v. Robertson*. 3 App. Cas. 1055-1075). Autrement l'inventeur ne peut revendiquer comme date celle du dépôt de la demande provisoire, qui ne contenait qu'une partie de l'invention définitive.

Dans le cas où le déposant se prévaut de la Convention Internationale il peut arriver que son brevet déposé en Angleterre ne soit pas exactement identique à celui qu'il a déposé à l'Etranger. Si un inventeur dépose en Angleterre entre la date de Convention et le dépôt en Angleterre un brevet qui se trouverait gêné par le brevet anglais trop large, il peut faire également opposition en prouvant cette fois la disconformité avec le brevet étranger.

Si l'opposant ne réside pas dans le Royaume-Uni, le Contrôleur ou l'Officier de la Loi peut exiger une caution pour les frais et si l'opposant ne fournit pas la caution demandée l'opposition ou l'appel peuvent être considérés comme abandonnés.

Le contrôleur peut du reste refuser le brevet en se basant non plus sur un document fourni par un opposant mais sur une antériorité trouvée par l'examineur. Le déposant ne peut poursuivre l'accord du brevet sous prétexte qu'après l'avoir accepté le Contrôleur ne doit se servir que des antériorités qui lui sont fournies par un opposant (*Hughes & Kennaugh's Appl. RPC 27. 281*). On peut alors se demander pourquoi il est nécessaire

d'avoir un intérêt précis à arrêter la demande de brevet avant son accord. En effet, l'examineur, tout en étant instruit par une personne qui n'a pas le « *locus standi* » a bien connaissance de l'antériorité qu'il peut faire valoir même après l'acceptation. S'il en était autrement, pourquoi donner une approbation officielle à une invention nulle en réalité alors que la loi anglaise attache une si grande importance à l'enrichissement des connaissances publiques ?

Les deux parties peuvent faire appel de la décision du Contrôleur devant l'Officier de la Loi dont la décision est définitive quand il s'agit de décider si une personne a intérêt ou non à faire opposition (*The Queen v. Comptroller of Patents*. RPC VXi. 233).

CHAPITRE III

PRINCIPES POUR INTERPRÉTER LE BREVET

Une fois le brevet accordé il peut être produit en justice, le plus généralement pour une action en contrefaçon, et le juge doit alors déterminer exactement quelles sont les limites de l'invention protégée en interprétant le document qui lui est soumis. Pour tout contrat ou texte de loi dont il faut assurer l'application, le juge ne fait appel qu'à ses propres connaissances juridiques sans recourir à des témoins. Dans le cas d'un brevet, il y a deux particularités qui empêchent d'appliquer ce principe général. Tout d'abord il peut s'agir d'une question technique assez complexe que le juge ne saisit pas clairement. Ensuite le brevet est une publication mise à la portée d'un technicien moyen et il faut se reporter à la date du dépôt. Un technicien est donc une aide indispensable pour que le juge sache si le brevet a bien été rédigé de façon compréhensible (*Osram Lamp Works v. Pope's Electric Lamp*. RPC XXXIV. 369). Toutefois si le tribunal peut s'éclairer de l'avis des experts il n'en reste

pas moins que l'interprétation définitive ne dépend que de sa propre opinion (*Brooks v. Steele & Currie*. RPC XIV. 73). Une interprétation trop large ou trop étroite sont également dangereuses pour le brevet. Trop large, le brevet peut englober des particularités qui ne sont pas nouvelles et risque de se trouver invalidé de ce fait. Trop étroite, le brevet n'est plus une arme contre certains contrefacteurs qui peuvent alors cotoyer impunément l'invention sans l'enfreindre.

Le brevet se présente sous l'aspect d'un document d'un genre particulier car il n'est pas destiné à régler des rapports juridiques entre deux parties contractantes. Il est destiné à instruire le public et il est menacé de nullité s'il ne remplit pas cette condition. Le juge ne peut donc suppléer aux obscurités du texte que dans des limites très restreintes.

Par suite de l'impopularité des monopoles, les juges anglais furent tout d'abord particulièrement sévères. Ils considérèrent longtemps que le brevet était une restriction à la liberté du commerce au préjudice de la prospérité générale et à l'époque du revirement dans la jurisprudence, un juge a pu dire « Je ne puis m'empêcher de dire que, selon moi, un esprit critique exagéré a été appliqué à l'interprétation des brevets comme si l'on cherchait à les détruire plutôt qu'à les soutenir (*Hullet v. Hague*. 2 B & Ad. 377).

Actuellement les tribunaux appliquent avant tout le

principe qu'il faut examiner le brevet avec bienveillance (*Ut magis valeat quam pereat*) et par conséquent en présence de deux interprétations possibles, l'une fatale et l'autre favorable au brevet, ils adopteront cette dernière (Parkinson v. Simon. RPC XII. 403) même en rejetant le sens normal de certains termes parce que le breveté a pu n'en pas connaître la valeur exacte (Patent Exploitation v. Siemens Bros & Cy. RPC XX. 225).

Le brevet tout entier doit être considéré en bloc, titre, description, revendications et dessins s'il y a lieu sans chercher à les dissocier (HS Copper & C^{ie} v. Wm Smith & James Robinson Nancok. RPC I. 81). Ils doivent être compris chacun en particulier mais de façon à s'harmoniser avec le document tout entier. Chaque revendication couvre une caractéristique particulière de l'invention mais pour les interpréter le juge peut même s'aider de la spécification provisoire (Parkinson v. Simon. RPC XI. 493). Les termes employés par l'inventeur pour la rédaction de son brevet ne doivent pas être interprétés dans leur sens général courant dans la langue littéraire mais dans le sens qu'on leur attribue dans la partie intéressée de la technique. En outre, de même que pour étudier n'importe quelle partie du brevet, il faut se reporter à la date de dépôt du brevet pour connaître la terminologie à l'époque de la rédaction qui peut être très reculée. Le motif pour lequel une modification a pu être accordée au breveté en justice postérieurement

à l'accord, ne peut servir d'aide pour interpréter le brevet rectifié (*Bowden Brake v. Bowden Wire Ltd.* RPX XXX. 561) mais les juges ont toute latitude pour interpréter un brevet modifié de se référer au texte du brevet dans sa forme originale (Section 21/7). Si la demande provisoire ne peut servir à remédier à des défauts du brevet, elle permet cependant au juge de préciser la nature de l'invention mais toute partie de la demande qui ne se retrouve pas dans le brevet définitif doit être considérée comme ayant été abandonnée par l'inventeur et ne peut pas être utilisée pour suppléer à une défaillance du texte définitif. C'est ce dernier qui fixe les limites de l'invention et la demande provisoire ne peut l'amplifier. Tout en conservant une attitude bienveillante à l'égard de l'inventeur, le juge ne poussera pas cependant la mansuétude jusqu'à léser le public auquel est destinée la publication.

Il est de la plus haute importance que le juge, pour apprécier la valeur du brevet se reporte à la date du dépôt attendu que les progrès souvent rapides peuvent laisser aux mots un sens désuet. Il est possible que l'inventeur énumère plusieurs produits sans spécifier le plus pratique pour obtenir le résultat qu'il propose. Si le juge après enquête auprès d'experts compétents constate qu'à l'époque du dépôt les qualités du produit le meilleur pouvaient n'être pas connus de l'inventeur, vu l'état dans lequel se trouvait la technique à cette époque

le brevet est jugé valable (*British Dynamite Cy v. Krebs* RPC XVI. 190). Il faut faire une distinction entre les connaissances scientifiques et les connaissances techniques. Les premières peuvent être le privilège des savants dans les laboratoires alors que les dernières doivent être répandues parmi le personnel de l'industrie et ce sont elles seulement que l'inventeur est censé connaître. Aussi bien pour interpréter que pour estimer la suffisance d'un brevet le juge doit examiner non pas ce que le breveté a voulu signifier par les termes qu'il a employés mais ce que peuvent comprendre ceux à qui le brevet est destiné et cela à la date du dépôt. Il s'ensuit que quand des questions d'interprétation sont soulevées le juge doit se renseigner sur les connaissances que pouvaient avoir à l'époque du dépôt les personnes auxquelles était destinée l'invention (*Osram Lamp Works Lts v. Pope's Electric Lamp Cy.* RIC. XXXIV. 369) (*Heath v. Unwin* 5. H.L. Cas. 505). Le public est pris alors dans un sens très restreint ici puisqu'il s'agit seulement des techniciens moyens de la partie intéressée par l'invention. L'interprétation sera différente s'il s'agit d'un brevet de principe. Dans ce cas le juge se montrera particulièrement large. Si au contraire il s'agit d'un brevet de perfectionnement l'interprétation sera étroite. L'inventeur n'est pas obligé de spécifier dans son brevet la forme de réalisation qu'il considère la plus avantageuse entre toutes celles qui y sont mentionnées du moment que la

supériorité de cette forme ressort clairement de la description mais au contraire il doit l'indiquer quand toute la valeur du brevet repose précisément sur cet avantage. Le Tribunal en effet n'est pas obligé de prêter à l'inventeur une intention qui ne découle pas naturellement de son brevet (*Clay v. Allcock*. RPC XXIII. 745).

Il faut tenir compte également que, contrairement au technicien qui aperçoit facilement les conséquences éloignées d'un dispositif ou d'un procédé et par conséquent interprète largement les textes, le juge pour protéger le public a plutôt tendance à se montrer plus strict malgré la bienveillance dont il doit faire bénéficier le brevet.

Si le brevet doit être considéré comme un tout homogène il n'en reste pas moins que ce sont les revendications terminant la description qui doivent limiter rigoureusement l'invention. Une partie ambiguë des revendications peut être expliquée par le titre, la description ou les dessins mais c'est tout. Le juge ne peut les étendre par des prélèvements arbitraires sur les autres parties du document. Si une revendication couvre par exemple une combinaison il faut que cette combinaison soit contrefaite entièrement en tant que combinaison pour que le breveté puisse triompher dans son action. Si le breveté veut également protéger une partie de cette combinaison il doit lui consacrer une revendication particulière et cette partie isolée doit être « *per se* » nouvelle, utile et brevetable pour que la protection soit efficace (*Consoli-*

taded Pneumatic Tool Cy v. Clark. RPC XXIII 666). La revendication a pour objet de limiter l'invention et d'éliminer tout ce qu'on pourrait considérer comme en faisant partie après lecture de la description. Le Tribunal n'a donc pas à faire entrer en ligne de compte ce qui pourrait être décrit comme une nouveauté sans être compris dans les revendications. Il faut, dit un jugement, (Arnold v. Bradbury. LR 6 Ch. App. 706) lire le brevet tout entier pour préparer l'esprit à la compréhension des revendications mais ce qui est protégé c'est seulement ce qui est revendiqué (Dudgeon v. Thomson. LR 3 App. Cas. 34). Chaque revendication doit présenter en principe un sens particulier bien que se rattachant à la revendication principale et elle doit protéger une partie différente de l'invention, mais la validité du brevet ne peut pas être contestée parce que plusieurs revendications sont semblables (Parkinson v. Simon. RPC XI. 493).

Certains inventeurs s'efforcent de rédiger des revendications aussi larges que possible pour étendre leur monopole et ils comptent sur quelques phrases soigneusement préparées dans le brevet qui, espèrent-ils, suffiront pour limiter les revendications à des proportions raisonnables en cas de procès. Il s'ensuit des contestations sur l'interprétation du brevet qui pourraient être évitées dès le début en faisant un effort sincère pour dire exactement toute la vérité sans aucune réticence (Natural Colour Kinematograph Cy. RPC XXXII. 152).

Bien qu'il faille un brevet pour chaque invention, il se peut que l'inventeur veuille revendiquer séparément des accessoires du système déjà couvert par la revendication principale. La revendication subsidiaire prend alors une vie propre et ce qu'elle protège doit présenter toutes les qualités d'utilité, de nouveauté et d'ingéniosité nécessaires pour assurer sa validité. Si, au contraire, les revendications subsidiaires doivent être comprises comme des accessoires de la revendication principale, c'est de la validité de cette dernière que la leur dépend (*Van Berkel v. RD Simpson Ltd.* RPC XXIII. 237) (*British United Shoe Machinery v. Hickson.* RPC XXIII. 149).

Fréquemment les inventeurs ajoutent à leurs revendications les mots « substantiellement comme décrit ». Il semblerait que c'est là une formule sans valeur puisque normalement les revendications doivent être examinées et interprétées en s'aidant de toute la description. Cependant il a été jugé que cette formule a pour effet de limiter rigoureusement l'invention à l'usage décrit (*Brooks v. Lamplugh.* RPC XV. 33). Il n'en reste pas moins que cette référence à la description ne peut modifier l'interprétation du juge qui s'en tient toujours strictement aux revendications sans y rien incorporer de ce que contient la description (*Holmes Associated Newspapers Ltd.* RPC XXVII. 136). Tout au plus peut-on entendre par ces mots que les éléments énumérés doivent se trouver dans la combinaison protégée par l'invention.

DEUXIÈME PARTIE

Exercice du Monopole

CHAPITRE IV

SANCTION DU MONOPOLE ET ACTION EN CONTREFAÇON

Une fois le brevet accordé par la couronne comme récompense à sa publication, l'inventeur jouit du monopole et peut attaquer désormais tout contrefacteur qui enfreindrait ses droits.

Tout titulaire d'un brevet anglais inscrit sur le registre tenu par le contrôleur peut intenter l'action en contrefaçon. Après avoir hésité longtemps la jurisprudence a décidé que le breveté qui a grevé son titre d'un mortgage est qualifié pour intenter une action en contrefaçon même sans qu'il soit nécessaire de s'adjoindre le mortgagiste (*Van Gelfer Apsman v. The Somberry Bridge Sty.* RPC VII. 208). Du reste si le juge estime que d'autres personnes doivent être appelées il peut suspendre la procédure pour permettre aux intéressés de se joindre à l'action (*Supreme Court Rules. 1883. Ord. XVI. Rule 11*).

Il existe cependant d'autres personnes que les titulaires qui peuvent avoir intérêt à défendre le monopole. Si le

breveté a été par exemple transféré à un trustee celui-ci peut agir seul mais le tribunal peut toujours exiger à un moment quelconque, que la personne pour le compte de laquelle agit le trustee, devienne partie au procès (Supreme Court Rules. 1883. XVI. 8).

Un breveté qui a concédé des licences peut agir seul sans comparution des licenciés. La licence pour la jurisprudence anglaise est une simple autorisation et comme le breveté peut l'accorder à qui bon lui semble le licencié ne peut même pas se plaindre au breveté inerte puisque ce dernier aurait le droit d'accorder une autre licence au contrefacteur (Renard v. Levinstein. 2 H & M. 628). La licence exclusive et irrévocable équivaut à une cession mais la licence exclusive seulement semble laisser au titulaire du brevet le droit d'attaquer les contrefacteurs sans s'adjoindre le licencié exclusif.

Il n'est pas nécessaire de joindre comme défenseurs les employés et ouvriers du contrefacteur car le maître est responsable de leurs actes même s'il leur a donné des instructions générales de ne pas violer le brevet (Betts v. De Vitre. LR 3 Ch. 442).

Le cessionnaire d'une partie d'un brevet peut introduire l'action seule contre le contrefacteur de cette partie. Un brevet est parfaitement divisible et il est possible de céder différentes parties à différentes personnes de même qu'on peut par voie de « disclaimer » renoncer à certaines parties pour conserver les autres. Le cession-

naire partiel peut ainsi poursuivre le breveté cédant qui a conservé l'autre partie du brevet (*Dunnicliff v. Mallett*. 7 CB (NS) 209).

Dès le début de l'action le demandeur peut obtenir du tribunal qu'il interdise immédiatement au contrefacteur de continuer ses agissements, c'est une injonction. On peut même obtenir une injonction pour la simple menace de contrefaçon. La règle pour l'accord de l'injonction en matière de brevets a été posée par Sir George Jessel (*Dudgeon v. Thomson*. 30 LT (NS) 244) « La Cour peut accorder une injonction si le brevet est ancien, si la jouissance a été longue et paisible ou si sa validité a été établie dans un précédent procès ». Le breveté a été en possession de son privilège exclusif durant plusieurs années et le tribunal maintient cette jouissance jusqu'à ce que la valeur du titre soit vérifiée en justice. (*Muntz v. Foster*. 2 Webs. 93/95). Certains jugements accordent une injonction dans le cas où le brevet a rencontré seulement auprès du public un succès extraordinaire.

Il faut en outre que cette jouissance soit active et non passive et par conséquent, si le brevet n'est appliqué que depuis peu, l'injonction n'est pas accordée quelque ancien que soit le brevet. Puisqu'il s'agit d'arrêter les manœuvres du contrefacteur il faut que la contre-façon ou la menace de contrefaire soient actuelles. Il n'y a donc pas lieu à injonction si le contrefacteur a renoncé à sa

vente avant le commencement de l'instance. D'autre part, le brevet doit être encore en vigueur puisque autrement il n'y a plus contrefaçon bien que le breveté puisse introduire une action pour les dommages qu'il aurait pu subir antérieurement à son expiration.

Il faut du reste que le demandeur qui sollicite une telle mesure du tribunal lui fournisse une garantie pour les dommages intérêts que pourrait éventuellement exiger le défendeur s'il triomphe dans le procès.

Si le défendeur ne se soumet pas à l'injonction, le demandeur peut recourir immédiatement à la saisie.

Lorsque le juge a fixé les limites de l'invention en interprétant le brevet il doit examiner les actes incriminés pour déterminer s'ils enfreignent bien le monopole garanti par le brevet. Suivant les termes mêmes de la loi, le titulaire a le droit exclusif de faire utiliser, appliquer ou vendre l'invention protégée. Les actes répréhensibles doivent donc rentrer dans l'une de ces catégories et il faut avant tout qu'ils aient été commis en Angleterre. Avoir livré un objet contrefait dans un port étranger même en sachant pertinemment qu'il était destiné à être importé en Angleterre n'est pas une contrefaçon (*Saccharine Corporation v. Reitmoyer*. XVII. 606). La valeur d'un brevet est essentiellement territoriale et ne permet pas au juge d'examiner une contrefaçon commise en dehors du Royaume-Uni. Il en est autrement de l'importation d'un objet contrefait (*Elm-*

sie v. Boursier. LR 9, Eq. 217) (Von Heyden v. Neustad 14 Ch D. 230) même si cette importation est faite uniquement en vue de la réimportation (Betts v. Neilson. LR 3 Ch. 429). La vente par une personne résidant en Angleterre à un acheteur résidant également en Angleterre d'un article fabriqué à l'étranger à l'encontre d'un brevet anglais, est bien une contrefaçon (Wright v. Hitchcock. LR 5, Ex. 37-47). C'est donc une contrefaçon de vendre ou d'utiliser un procédé ou un article breveté ou obtenu au moyen d'une machine brevetée mais la simple possession d'un tel article ne constitue pas par elle-même une contrefaçon pourvu que le possesseur puisse prouver qu'il n'avait pas l'intention d'en user mais c'est à lui qu'incombe la charge de cette preuve car la possession est contre lui une présomption qu'il doit détruire (British United Shoe Machinery v. Simon Collier. RPC, XXVII. 567).

La remise à neuf et la revente d'objets brevetés est une contrefaçon (Dunlop Pneumatic Cy v. Excelsior Tyre Cement Cy. RPC, XVIII. 209). La simple exhibition d'objets contrefaits simplement pour mettre d'autres objets en valeur par leur présentation constitue une contrefaçon (Dunlop v. British & Colonial Motor Car Cy. RPC, XVIII. 313).

La protection du brevet ne s'étend pas aux dispositifs se trouvant à bord des navires étrangers dans les eaux territoriales anglaises. La section 48 dispose en

effet qu'un brevet ne peut empêcher l'emploi d'une invention servant à la navigation d'un navire étranger dans les limites de la juridiction anglaise ou l'utilisation d'une invention dans un navire étranger pourvu que ce ne soit pas en vue d'importer les objets ainsi fabriqués. Toutefois cette section ne s'étend pas aux navires des pays étrangers qui n'accordent pas des droits correspondants aux navires anglais utilisant des inventions brevetées dans leurs eaux territoriales.

Un étranger qui envoie à un correspondant anglais et à la demande de ce dernier un objet contrefait n'est pas considéré comme étant un contrefacteur (*Badische Anilin & Soda Fabrik v. Johnson & Cy.* RPC XIV. 405) (*Nobel's Explosive Cy v. Jones, Scott & Cy.* LR 17 Ch. D. 721, 8 App. C. 1). La poste qui a transmis l'ordre de l'acheteur anglais est considérée par les juges comme étant l'agent de l'acheteur et par conséquent le contrat est conclu à l'étranger.

Une personne qui fournit à un tiers des pièces permettant de produire des objets contrefaits et qui recommande ces objets à des clients est condamnée comme contrefacteur par complicité (*Incandescent Gas Light Cy v. The New Incandescent Mantle Cy.* RPC XVI. 81), mais par elle-même la vente d'une pièce devant servir à la confection d'un article contrefaisant un brevet n'est pas une contrefaçon même si l'acheteur informe son fournisseur que ses pièces sont destinées à entrer dans

une combinaison constituant une contrefaçon d'un brevet (*Mc Cormick v. Fray*, 7 Hunston & Norman 25) (*Townsend v. Haworth*, 12 Chancery Div. 831). Il faut découvrir chez le vendeur une intention déterminée de provoquer une contrefaçon de la part de l'acheteur pour qu'il soit reconnu coupable. Par exemple en l'incitant à contrefaire un brevet dans l'espoir d'écouler des pièces détachées qu'il lui propose. Il y a alors nettement complicité (*Innes v. Short & Real*, RPC XV, 449). Le breveté peut intenter également une action en contrefaçon contre celui qui menace simplement de contrefaire en distribuant des circulaires. Il faut cependant dans ce cas que la description soit particulièrement précise ou bien que le brevet soit très large pour que le défendeur soit condamné comme contrefacteur (*Blackett v. Dickson & Mann*, RPC XXVI, 73).

D'anciens jugements décidaient que le défendeur à l'action en contrefaçon ne pouvait échapper au paiement des dommages-intérêts en alléguant qu'il ignorait l'existence du brevet. « La partie qui se plaint de l'acte n'en subit pas un préjudice moindre et mon opinion, dit un jugement (*Heath v. Unwin*, 2 Webs. PR. 227) est que si une partie a fait un acte qui enfreint le droit d'une autre, même innocemment, elle doit répondre des conséquences de son acte ». Aujourd'hui il peut échapper au paiement des dommages intérêts, mais non pas éviter une injonction, en prouvant qu'il ignorait le brevet. La loi

actuelle décide en effet dans sa Section 33 : « Un breveté ne sera pas en droit de récupérer des dommages pour la contrefaçon de son brevet si le défendeur prouve qu'à la date de la contrefaçon il ignorait et n'avait aucun moyen raisonnable de connaître l'existence du brevet. La fabrication d'un objet portant le mot « Patent » « Patented » ou tout autre terme expliquant ou impliquant qu'un brevet a été obtenu pour cet article, cette déclaration étant impressionnée ou gravée sur l'article en question, ne sera pas considérée comme constituant notification de l'existence du brevet à moins que ce ou ces mots ne soient accompagnés de la date et du numéro du brevet, restant entendu que rien dans la présente section ne modifie la procédure des injonctions ».

Sans cette obligation qui n'est pas imposée par toutes les législations, l'industriel ne manquerait pas certainement de faire des recherches dans les collections de brevets s'il constatait l'existence dans le commerce d'un article identique à celui dont il envisage la fabrication. Néanmoins la recherche est longue puisqu'elle doit porter sur 16 années au moins et la moindre erreur peut entraîner des procès et des perturbations dans une industrie, aussi les précisions exigées par la loi sur les objets fabriqués eux-mêmes ne peuvent que simplifier les relations commerciales. La loi anglaise, basée sur la divulgation complète de l'invention en toute bonne foi, est logique en imposant ce supplément de publicité qui garantit le public contre les surprises.

Les différents moyens de défense dont dispose le défendeur à l'action en contrefaçon peuvent être employés concurremment si certains lui semblent douteux bien qu'une décision qui n'a pas fait jurisprudence (*Postcard Automatic Supply v. Samuel*. RPC VI. 560) n'ait permis qu'un seul moyen alors qu'il y en avait deux : 1° bénéfice d'une licence et 2° nullité du brevet.

Le premier moyen qui s'offre au défendeur est de contester la qualité du demandeur. Il faut qu'il soit inscrit sur le registre du contrôleur des brevets pour pouvoir engager l'action à moins que pour des raisons particulières les juges ne lui accordent cependant l'autorisation et il y a deux cas où le demandeur peut engager l'action sans cette inscription. Dans le cas d'une licence obligatoire, le licencié peut sommer le breveté d'agir contre le contrefacteur du brevet et s'il s'y refuse comme il peut arriver puisqu'il a dû accorder la licence contre sa propre volonté, le licencié attaque directement le contrefacteur en citant le titulaire du brevet qui apparaît à l'action comme co-défendeur. Il en est de même quand le brevet a été enregistré « *licence of Right* », c'est-à-dire lorsque le breveté a fait bénévolement ou sur l'ordre du contrôleur par suite d'un abus de son monopole une offre générale de licence que tout intéressé peut accepter.

Sauf ces cas exceptionnels, il faut que le demandeur à l'action en contre-façon obtienne du Contrôleur des

brevets un certificat de son inscription sur le grand registre. Ce certificat fait foi de la qualité du demandeur et c'est au défendeur qu'incombe la charge de contester son titre.

Le défendeur cherche naturellement ensuite à prouver que les faits incriminés par le breveté ne sont pas des contre-façons et il s'agit là pour les juges d'une question de fait qui exige une étude spéciale dans chaque cas soumis à son appréciation.

La contrefaçon peut être une copie servile du brevet mais elle se présente rarement sous cet aspect. En effet le contrefacteur a tout intérêt, s'il est de mauvaise foi, à recourir à un subterfuge en modifiant certaines parties de l'objet contrefait avec l'espoir de passer inaperçu. S'il est de bonne foi, il est bien extraordinaire que les deux objets soient absolument identiques (Clark v. Adie. LR 2 App. C. 315). C'est au juge à apprécier si la différence est assez insignifiante pour qu'on puisse considérer qu'il s'agit d'une même chose (Moore v. Thomson. RPC VII. 325). Si c'est l'essence même du brevet qui a été usurpée, le contrefacteur est condamné en dépit de différences apparentes (Wenham Gas Cy v. Champion Gas Lamp. RPC IX. 49). Les légères variations qu'il a pu adjoindre à un dispositif pour produire le même résultat avec pratiquement les mêmes moyens ne changent rien à sa situation (Proctor v. Bennis. LR 36 CD. 754) et il ne peut être sauvé par le fait qu'il a apporté à l'invention une cer-

taine amélioration sans la breveter (*Lynch v. John Phillips Cy.* RPC XXV. 694) (*Curtis v. Platt.* 11 Law Times. New Series 249). Si le brevet porte sur une combinaison, on peut employer certains organes même combinés ensemble sans qu'il y ait là contrefaçon (*Harrison v. The Anderstone Foundry Cy.* RPC III. 65).

Pour ce qui concerne les produits il ne faut pas oublier que, si la loi anglaise permet la libre disposition de tous les produits qui ne sont pas un objet brevetable, la Section 38a institue une présomption contre celui qui produit une substance déjà brevetée. Elle est, jusqu'à preuve du contraire, considérée comme étant obtenue au moyen du procédé couvert par le brevet qui, lui, est parfaitement brevetable.

Le défendeur échappe encore à toute condamnation pour contrefaçon s'il prouve qu'il a obtenu une licence du breveté et que les actes incriminés se trouvent compris dans la licence. Si celle-ci est concédée pour l'usage, le bénéficiaire ne peut ni fabriquer ni vendre. Il se peut que la licence soit limitée dans le temps ou dans l'espace et il y a contrefaçon si ces limites ont été outrepassées.

Bien entendu le défendeur peut introduire une demande reconventionnelle pour attaquer le brevet en nullité.

Enfin il peut alléguer qu'il existe entre lui et le titulaire du brevet qui l'attaque en contrefaçon un contrat

draconien visé par la section 38 de la loi et qu'elle déclare nul. En effet, l'accord du brevet peut devenir un danger pour le commerce si, s'appuyant sur son monopole, le titulaire peut l'exagérer au moyen de contrats abusifs. En conséquence, la section 38 de la loi de 1919 décide que sera illégal tout contrat ayant pour effet d'empêcher un acheteur, un concessionnaire ou un licencié d'utiliser un article ou un genre d'article, breveté ou non, fournis par une autre personne que le vendeur, le cédant ou celui qui concède la licence. Elle annule également les contrats obligeant l'acheteur, le concessionnaire ou le licencié à acquérir de son co-contractant un article ou des genres d'articles qui ne sont pas protégés par le brevet. En d'autres termes, le breveté doit rester dans les limites strictes du monopoles qui lui a été concédé. La Couronne n'entend pas qu'on abuse de sa protection pour faire pression sur les tiers en détournant le monopole de la fonction qui lui est assignée. Du reste, il n'est pas nécessaire que ce soit le co-contractant qui invoque l'illégalité du contrat comme défense dans une action en contrefaçon. Ce peut être un tiers qui échappe ainsi à la condamnation (*Sarazon v. Frenay*. RPC XXXI. 252) sur la simple preuve de l'existence d'une clause prohibée par la Section 38 dans un contrat passé par le breveté.

La prohibition de la Section 38 destinée à protéger la liberté commerciale est d'ordre public et tout intéressé peut s'en prévaloir contre le breveté qui a abusé de son monopole.

Il peut arriver que le breveté ait négligé de payer le montant d'une annuité et obtenu cependant un délai pour effectuer le versement de la taxe après expiration du terme normal. La Section 17 de la loi décide que pour toute contrefaçon faite entre l'expiration du délai et l'obtention de la prolongation, le tribunal peut s'il le juge convenable refuser des dommages intérêts pour cette contrefaçon. Comme une fois l'annuité payée le brevet reprend son cours normal et peut durer encore de longues années, il existe un temps, court il est vrai, pendant lequel les contrefacteurs peuvent agir sans avoir à craindre de poursuites. La loi, à titre de faveur, accorde un répit au breveté pour le cas où il aurait omis de verser la taxe par oubli ou par négligence, mais elle n'a pas voulu retarder l'exploitation du procédé breveté par le public qui y a droit désormais puisqu'il est en définitive le bénéficiaire de la publication.

Si le breveté a non seulement négligé de verser une annuité mais a laissé complètement expirer le brevet, la loi lui permet encore d'en demander la restauration en s'adressant au contrôleur. Si elle est accordée, le contrôleur insère dans l'acte de restauration des clauses restreignant les droits du breveté à l'égard de certaines personnes qui peuvent s'être servi de l'invention après que le brevet avait été publié comme déchu dans le *Journal Officiel des Brevets*. C'est encore une faveur exceptionnelle encore plus grande que dans le cas du non paiement

d'une annuité car alors le brevet n'était pas complètement éteint. Il faut que la Couronne renouvelle sa protection qui n'existe plus. Le brevet n'est ressuscité que pour l'avenir et le titulaire ne peut rien entreprendre contre les tiers qui ont adopté son invention.

Quelle que soit sa situation, il faut que le breveté introduise sans retard une action contre les contrefacteurs afin que ceux-ci, qui peuvent être de bonne foi, n'aient pas fait de grosses dépenses en vue de lancer une fabrication nouvelle. Si l'action a été différée sans raisons plausibles fournies au tribunal, celui-ci pourra refuser des dommages-intérêts au breveté négligent.

Pour calculer le montant des dommages intérêts à attribuer au breveté lésé, les juges se basent sur la perte qu'il a subie du fait de la concurrence du défendeur mais non pas sur les bénéfices qu'a pu réaliser ce dernier en enfreignant le brevet (*Petman v. Bull.* RPC III. 390). Cette concurrence a pu le contraindre à baisser ses prix et il a droit à une compensation pour cette réduction forcée de ses bénéfices (*American Braided Wire v. Thomson & Cy.* RPC VII. 152) mais ce sera au demandeur à l'action en contrefaçon de prouver que c'est bien là la cause qui l'a contraint à diminuer ses prix. D'autres concurrents que le contrefacteur ont pu l'inquiéter et l'obliger à cette compression. S'il est prouvé qu'il a bénévolement réduit ses prix on ne pourra calculer le manque à gagner sur le nombre d'articles qu'a indûment vendus le contrefacteur.

S'il y a eu mévente, il doit démontrer également qu'elle est dûe à la concurrence du contrefacteur et celui-ci peut se défendre en montrant qu'il existait d'autres concurrents beaucoup plus dangereux que lui (*United Horse Nail. v. Stewart & C^{ie}. RPC IV. 130*). Il peut introduire son action conjointement contre le fabricant et contre ceux qui ont utilisé les objets contrefaits (*Penn v. Bibby. LR 3 Eq. 308*). Il n'y a pas préjudice et par conséquent il n'y a pas lieu à dommages-intérêts si même sans la présence de la contrefaçon le breveté n'avait pas trouvé preneur pour sa marchandise. Ainsi, des fabricants d'orgues brevetés font saisir une contrefaçon chez un forain et demandent au tribunal des dommages intérêts égaux au bénéfice qu'ils auraient réalisé en vendant un de leurs appareils (*Gavioli & C^{ie} v. Shepherd. RPC XVII. 157*). Leur demande est repoussée parce que le défendeur réussit à prouver que ses moyens ne lui permettaient pas d'acheter un des orgues brevetés dont le prix est beaucoup plus élevé que celui de la contrefaçon qu'il employait. Par conséquent, les demandeurs n'auraient pas pu réaliser le bénéfice sur lequel ils basaient leur demande. Tout naturellement c'est un moyen de défense facile pour celui qui a employé un objet contrefait de prétendre qu'il n'aurait pas acheté l'objet breveté à cause de son prix excessif mais on arriverait facilement avec de telles théories à ruiner le monopole. La majoration de prix qu'il permet est une récompense pour l'inventeur aussi

cet argument ne sert généralement qu'à obtenir une réduction du taux des dommages accordés par le juge (*British United Shoe Machinery Cy v. A. Fussel & Sons*. RPC XXVII. 205). Néanmoins il ne faut pas oublier qu'il existe en faveur du breveté une présomption qu'il aurait réalisé ce bénéfice et c'est le contrefacteur qui doit la détruire.

Le tribunal peut encore disposer d'autres éléments d'appréciation. Si un breveté a l'habitude de concéder des licences de son invention il pourra se baser sur le profit ainsi retiré des redevances. Dans le cas d'un brevet enregistré « *Licence of Righth* » la loi spécifie que, si le défendeur consent à accepter une licence du brevet suivant les conditions déterminées par le contrôleur, il ne pourra être délivré d'injonction contre lui, et en outre, les sommes qu'il devra verser à titre de dommages intérêts ne devront pas excéder le double de la somme qu'il aurait payée sous forme de redevance, si la licence avait été antérieure à la contrefaçon la plus ancienne commise par lui. Néanmoins cette règle ne s'applique pas au cas où la contrefaçon a résulté de l'importation des objets contrefaits.

Pour le cas d'un accessoire pouvant être vendu séparément de l'appareil entier le juge décide que les dommages ne doivent être calculés que sur la valeur de ce seul accessoire, c'est-à-dire la différence entre la valeur de l'appareil muni de cet accessoire et sa valeur sans lui

(Clement Talbot Ltd v. Wilson & another. RPC XXIV. 511). « Il faut en ce qui concerne les dommages se demander quelle aurait été la condition du plaignant si les défendeurs avaient agi légalement. C'est là la mesure convenable de la perte du demandeur » (Penn. v. Jack. LR 5 Eq. Cases 84).

Il peut également apparaître au juge que le breveté n'aurait pas trouvé le moyen de vendre tous les appareils ou tous les produits qu'a pu lancer le contrefacteur grâce par exemple, à une organisation commerciale supérieure (Meters Ltd v. Metropolitan Gas Meters Ltd. RPC XXVII. 721). Le propriétaire d'un brevet ne doit donc pas hésiter à agir immédiatement dès qu'il a connaissance de la contrefaçon puisque le contrefacteur peut réaliser des bénéfices dont il ne doit pas compte au breveté. Il y a là une prime à l'habileté commerciale en dépit de l'existence du monopole.

Quand le demandeur triomphe, le tribunal lui donne satisfaction pour le passé en lui attribuant les dommages intérêts mais il peut rester encore entre les mains du contrefacteur des objets contrefaits qu'il n'a pas encore écoulés et il faut que leur sort soit réglé. Pour cela le tribunal jouit d'un pouvoir discrétionnaire. Il peut en ordonner la remise au breveté ou bien la destruction. Cependant en dehors de ces mesures rigoureuses il peut en exiger la modification si cela est possible de façon que le brevet ne soit plus enfreint. Le breveté obtient du

reste le droit de surveiller cette destruction ou cette modification. L'appel n'emporte pas nécessairement la suspension de ces mesures. Cependant le juge peut en suspendre l'application sous la condition que l'appel sera introduit dans un délai très court et qu'il sera dressé un compte exact de tous les articles fabriqués en contrefaçon (*Hocking & C^{ie} v. Fraser & C^{ie}*. RPC III. 3).

Enfin si le demandeur obtient gain de cause, bien que le contrefacteur ait contesté la validité du brevet, il peut demander au tribunal un certificat attestant que certaines revendications de son brevet ont été mises en question et si les juges accordent ce certificat, dans toute action en contrefaçon subséquente touchant les mêmes revendications, le demandeur, s'il triomphe encore obtiendra le remboursement de tous les frais qu'il a dû supporter avec son sollicitor dans la mesure où les revendications visées dans le certificat ont été mises en cause (Section 35). D'autre part, ce certificat permet au breveté d'obtenir une injonction contre le contrefacteur et par conséquent d'arrêter ses agissements dès le début du procès. On assiste donc ainsi à une consolidation progressive du monopole dont la défense devient de plus en plus facile pour le titulaire du brevet. Il faut en général que la contestation sur la validité du brevet ait été poursuivie jusqu'au bout pour que les juges puissent apprécier la solidité des revendications.

Ils peuvent du reste mentionner dans le certificat

qu'ils délivrent toutes les observations qui leur semblent utiles pour délimiter avec précision la valeur du brevet (*Jardine v. King Mendham & C^{ie}*. RPC XIII. 411) par exemple que les adversaires ont transigé et que le défendeur ne s'est pas opposé à l'accord du certificat (*Delta Metal Cy v. Maxim Nordenfelt Guns*. RPC VIII. 247).

Après que les défendeurs ont déposé leurs conclusions, le juge pourrait semble-t-il accorder le certificat parce qu'il a été mis en possession de toutes les objections soulevées contre le brevet et il a pu les apprécier (*Gerhold v. Radnall*. RPC XXX. 283) *Frost's Patent Law*. Vol. I. p. 545). Le défendeur, tout en ayant contesté la validité du brevet peut faire défaut, le breveté pourra néanmoins obtenir son certificat (*Edison Bell Phonograph Corp. v. The Edison Phonograph Cy*. RPC XI, 33) mais le juge pourra cependant le refuser en cas de défaut par crainte d'une collusion entre les parties (*Gall v. O'Neill & Brown*. RPC XXVII. 18). Dans un autre cas où adversaires transigent et où le défendeur obtient une licence, le certificat est également refusé. (*Claughten v. Foster*. RPC XXI. 71).

L'accord du certificat de validité ne peut être attaqué en Appel parce qu'il ne fait pas partie du jugement et ne rentre pas de ce fait dans les attributions de la Cour d'appel (*Haslam v. Hall*. RPC V. 144) mais par contre la Cour d'appel peut prendre l'initiative d'en accorder

un ou même il peut être accordé par la Chambre des Lords. Le même brevet ou encore la même revendication peut faire l'objet de plusieurs certificats de validité pourvu que le défendeur ait soulevé de nouvelles objections ou que le brevet ait été modifié dans la suite. Dans l'un et l'autres cas, en effet, les conditions du débat sont changées.

La partie qui triompha a en principe droit à ses frais dont la détermination est laissée à l'appréciation du juge et la Cour d'appel ne modifie pas sa décision à moins qu'elle n'enfreigne un principe de droit. Le Tribunal peut du reste compenser les frais à sa discrétion.

CHAPITRE V

TRANSMISSION DU MONOPOLE

Le monopole qui est assuré au breveté grâce à la protection de la Couronne représente dans son patrimoine une valeur qui doit pouvoir être transmise à des tiers pour permettre une exploitation plus profitable le cas échéant. Ce droit est classé par les juristes anglais dans les « Choses in Action » correspondant à nos droits incorporels et s'opposant aux « Choses in Possession » ou droits corporels.

Si le titulaire transmet son droit de prohibition il y a cession du brevet. Si, tout en le conservant, il renonce à son exercice à l'égard d'un tiers, il y a autorisation, c'est la licence.

Une cession peut porter sur tout ou partie d'un brevet ou même ne viser qu'une partie du territoire. La Section 14 de la loi décide, en effet, que le brevet une fois revêtu du sceau du Patent Office sera valable pour toute l'étendue du Royaume Uni et de l'Ile de Man étant entendu « qu'un breveté peut céder son brevet pour un

endroit quelconque de ces territoires aussi efficacement que si le brevet avait été originairement accordé pour s'appliquer à cet endroit seulement. »

A partir de la date où le brevet a été cédé à un tiers, c'est ce dernier seul qui a droit à tous les avantages attachés au brevet et qui du même coup doit agir contre tous les contrefacteurs qui ont enfreint le brevet postérieurement à cette date (*Duncan v. Lockerbie & Wilkinson*. RPC XXIX. 454).

La cession pour prendre immédiatement toute sa force doit être faite par un acte signé du cédant ou d'un mandataire institué par acte également, c'est la cession légale. Cependant, les juges peuvent accorder la valeur d'un acte à certains documents qui ne laissent aucun doute sur l'intention des deux parties de transférer le brevet. Une lettre promettant une part dans les bénéfices à retirer d'un brevet peut être considérée par le tribunal comme constituant une cession légale, malgré l'absence d'un acte avec sceau (*under seal*) parce que cette promesse était faite en vue de rémunérer des services antérieurs. Il avait suffi que le cessionnaire fit enregistrer cette lettre (*Stewart v. Casey*. RPC IX. 9). La cession peut encore être faite sous condition suspensive, par exemple, (*Castwrigth v. Armalt. Davies* P.C. 240) et dans l'attente de la réalisation de cette condition c'est le cédant qui conserve tous les droits et charges inhérents au brevet.

Dans le cas de plusieurs cessions successives, chaque cédant ne peut transmettre plus que son droit et le brevet reste grevé de toutes les charges ou restrictions stipulées dans le contrat de cession précédent. Dans le jugement *Dansk Rekybriffel Syndikat v. Snell*. (RPC XXV. 421) le juge déclare que ce n'est pas là une obligation personnelle mais qu'elle est inhérente à la propriété acquise (*Werdermann v. Société Générale d'Electricité*. LR 19. CD 246) (*Bagot Tyre Cy. v. Clipper Tyre Cy.* LR 1902. I Ch 146) et également (*Patent Carriage Cy.* LR 2 Eq. 349). En la circonstance les juges attribuent au brevet une des caractéristiques des droits réels alors qu'ailleurs, pour le contrat de licence notamment, ils en décident tout autrement.

On peut se trouver en présence d'un autre genre de cession imparfaite « *L'Equitable Assignment* ». Il peut s'agir d'un accord sans sceau « *not under Seal* » transférant un brevet déjà accordé ou bien d'un accord quelconque pour le cession d'un brevet non encore accordé. La loi ne reconnaît pas à ces actes la force nécessaire pour que le cessionnaire puisse en demander l'enregistrement et par conséquent, muni de ces seuls documents il lui est impossible de poursuivre les contrefacteurs ou d'exercer aucun des droits attachés au brevet. Il n'a encore qu'un droit imparfait « *en équité* » et pour qu'il puisse engager un procès en s'appuyant sur cette cession équitable il faut que le cédant, encore propriétaire légal du

brevet soit partie jointe au procès (*E.L. Bowden's Patent Syndicate v. Herbert Smith & C^{ie}. RPC XXI. 438*).

Si cette cession imparfaite ne permet pas au cessionnaire d'agir seul, elle lui permet cependant de contraindre le cédant à agir à sa place ou bien à parfaire la cession et la transformer en cession légale en l'effectuant par acte « *under Seal* » qu'il pourra faire enregistrer au Patent Office pour devenir définitivement le propriétaire du brevet. Il s'agit là d'un cas particulier de l'application de l'Équité dans le droit anglais qui progressivement depuis des siècles adoucit les rigueurs du « *Common Law* » souvent au moyen de véritables expédients.

Les lois qui ont réorganisé la procédure en 1875 ont unifié l'organisation des tribunaux mais il peut encore y avoir conflit de nos jours entre les règles du « *Common Law* » et celle de l'Equity. La Section 25 de l'acte de 1875 qui a prévu les conflits de ce genre décide que s'ils se présentent c'est l'équité qui doit l'emporter. Un droit reconnu en Équité est un « *Equitable Right* » valable malgré qu'il n'ait pas été créé conformément au formalisme rigoureux du *Common Law*. C'est le cas du cessionnaire qui ne peut présenter un acte « *under seal* ». Il lui est impossible d'agir seul, mais l'Équité reconnaît cependant qu'il a passé un contrat avec le cédant. Il pourra donc s'en prévaloir contre ce dernier et par ce détour obtenir la consolidation de son droit.

Il n'est pas nécessaire que le brevet soit accordé pour

pouvoir faire l'objet d'une cession, mais c'est là une opération dans laquelle le cessionnaire court de gros risques, car l'invention qui lui paraissait tout d'abord intéressante lors du dépôt peut se trouver restreinte par suite d'oppositions au point qu'il peut perdre une grande partie de sa valeur. Il est bon de soumettre la cession à la condition que le brevet sera accordé dans une forme nettement déterminée dans le contrat. Comme il peut arriver que le cédant se désintéresse de poursuivre l'accord de sa demande, la loi permet alors au cessionnaire d'agir directement (Section 12). Elle prévoit en effet que dans ce cas le contrôleur, après qu'on lui aura fourni la preuve d'un tel contrat à sa satisfaction, peut autoriser le titulaire à continuer la procédure et il peut lui accorder le brevet, sauf que toutes les parties intéressées auront le droit de se faire entendre du contrôleur et pourront faire appel de sa décision à l'Officier de la Loi ».

Un contrat de cession d'inventions futures est rare comme acte isolé mais il peut se présenter fréquemment comme accessoire d'un autre contrat. C'est le cas dans les deux hypothèses suivantes. D'abord lors de la cession d'un brevet le cédant s'engage à transmettre également au cessionnaire tous les perfectionnements qu'il pourra trouver à ce brevet et ensuite un employé en passant un contrat de travail s'engage à céder à son patron toutes les inventions qu'il pourra faire pendant la durée de ses services.

Pour la cession de perfectionnements futurs, il s'agira de savoir, lors d'une contestation entre les co-contractants, s'ils ont entendu céder les perfectionnements à la partie couverte par le brevet ou bien à l'article ou produit auquel il se rapporte. Un inventeur cède par exemple un brevet pour un système d'allumage d'un moteur à explosion, devra-t-il céder tous les perfectionnements qu'il apportera aux systèmes d'allumage ou bien seulement au perfectionnement qu'il a déjà réalisé ? Il peut arriver aussi qu'on se trouve en présence d'une invention qui n'a que des liens très lâches avec l'invention antérieurement cédée tout en concernant la même partie.

Dans un jugement (*Sadgrove v. Godfrey*. RPC 37. 7) le contrat de cession du brevet englobait tous les perfectionnements et additions (*Improvements or Additions*). Cependant la seconde invention, concernant néanmoins la même question, était beaucoup trop différente pour pouvoir rentrer dans cette énumération.

L'autre forme de cession d'inventions futures est imposée par la plupart des employeurs dans les contrats de travail des employés techniciens.

Certains auteurs ont cherché, surtout en Allemagne, à attribuer automatiquement au maître toutes les inventions faites durant leur travail par les salariés à son service. Kohler (*Handbuch des Deutschen Patentrechts*. p. 234) prétend que l'invention naît dans le patrimoine

de l'employeur par la seule vertu du contrat de travail. Il prétend appuyer sa théorie sur les règles de l'occupation qui peut être faite pour le compte du représenté et sur celles de la spécification. Or comme l'objecte Wangemann (*Das Recht der Angestellten an ihren Erfindungen*) l'occupation suppose un bien sans maître et on ne peut pas considérer l'invention comme un bien sans maître. D'autre part, la spécification suppose qu'elle a eu lieu à l'insu du propriétaire. Si on admet que l'employé transforme la chose du maître, c'est seulement avec l'autorisation de ce dernier. Il ne peut donc pas avoir spécification.

Selon une autre théorie dite « de la dérivation » citée par Wangemann (*op. cit.*) l'invention prendrait bien naissance dans le patrimoine de l'inventeur mais est acquise par le maître par suite de la révélation qui lui en est faite par l'employé. Cependant il suffirait alors que l'employé déposât un brevet en son propre nom pour que tous les droits se trouvent fixés sur sa tête. On ne peut pas non plus appliquer les règles du mandat qui doit être gratuit ni celles de la gestion d'affaires qui doit être bénévole. En effet, l'employé est payé et son travail lui est imposé.

Il faut donc s'en tenir au système de la cession anticipée dans le contrat de travail et si ce dernier ne contient pas une clause particulière visant les inventions éventuelles de l'employé, c'est ce dernier uniquement qui doit conserver la pleine propriété de son invention.

Pour que le maître puisse revendiquer l'invention de l'ingénieur, par exemple, préposé à une fabrication ou un service de recherche il faut que ce dernier s'engage dans son contrat à lui céder tous les perfectionnements et améliorations qu'il pourra trouver.

C'est bien là le principe appliqué par la jurisprudence anglaise et s'il en est autrement l'employeur ne peut même pas exiger une participation dans l'exploitation du brevet, et cela, même si l'employé a découvert les perfectionnements durant ses heures de travail en utilisant les ingrédients ou les appareils qui sont la propriété de son patron (Heald's Patent. RPC VIII. 429) (Lambs & Evans. LR 1893 I Ch. 218) (Robb v. Green. LR 1895 : 2 QB. 315).

Les juges anglais considèrent que l'initiative et l'intelligence qui ont poussé l'employé à perfectionner les appareils ou les produits qu'il est appelé à manoeuvrer ou manipuler sont des qualités trop personnelles pour que par l'effet seul de sa subordination l'invention se trouve transférée au patron.

Il peut arriver cependant que par suite de certaines circonstances l'employé soit obligé de lui céder son invention en dehors de toute stipulation particulière. Par exemple, un directeur à traitement élevé et intéressé dans les affaires, exerce des fonctions particulièrement importantes lui permettant de prendre connaissance de tous les documents confidentiels. Il n'est pas admis à

déposer un brevet en son nom pour des perfectionnements qu'il a réalisés dans les appareils construits par sa société (*Worthington Pumping Engine Cy v. Moore*. RPC XX. 41). Le mérite de l'inventeur est en effet dû presque entièrement à la position qu'il occupe.

Enfin le brevet peut se trouver transféré par l'effet de la loi au décès du titulaire. La loi de 1907 a modifié la dévolution du brevet au cas où il s'agit de copropriétaires.

Antérieurement au 28 août 1907, lors du décès de l'un d'eux ses intérêts dans le brevet passaient au ou aux survivants alors que pour tous les autres brevets accordés postérieurement à cette date, la part du copropriétaire défunt passe à ses représentant légaux, ses héritiers, comme faisant partie de son patrimoine personnel (Section 37).

Qu'il s'agisse d'un brevet entier ou d'une part, la dévolution est désormais la même.

CHAPITRE VI

CONTRAT DE LICENCE

Pour tirer parti de son monopole sans l'abandonner entièrement, le moyen le plus pratique qui s'offre au breveté, est de concéder à un tiers le droit de fabriquer ou de vendre ses articles ou ses produits manufacturés fabriqués conformément à son brevet. C'est le contrat de licence dont il faut étudier le caractère.

Antérieurement à la publication du brevet, l'invention est encore un secret industriel présentant une valeur et, sans aucune homologation officielle, il peut faire l'objet d'un contrat quelconque. On peut alors parler d'une propriété véritable puisque grâce au secret les droits à exercer par l'inventeur sont tout aussi étendus que sur un objet corporel.

Si le possesseur d'un secret de fabrication le cède moyennant un prix puisque le co-contractant enrichit effectivement son patrimoine en augmentant ses connaissances.

Malheureusement cette richesse est bien précaire puis-

que la moindre imprudence peut la réduire à néant car, une fois cette nouveauté répandue dans le public, tout le monde est à même d'exploiter ce nouveau terrain dont les possibilités sont assurément limitées.

Or pour obtenir son brevet, l'inventeur doit divulguer intégralement son invention. Non seulement ses moindres réticences sont dangereuses parce que ses droits se trouvent réduits d'autant mais elles constituent par elles-mêmes une cause de nullité pour le brevet tout entier. A partir de cette publication, l'inventeur n'est plus maître de son idée, elle est devenue une chose commune. Pour la récompenser la loi lui assure bien un monopole temporaire qui permet à l'inventeur de tirer profit de sa découverte mais ce monopole est de courte durée. Il n'en reste pas moins qu'il n'a plus la possession de son invention et la seule valeur qui subsiste dans son patrimoine est le droit de prohibition que lui garantit la loi.

Une preuve que son invention ne lui appartient plus, c'est que n'importe quelle personne peut s'en emparer pour la perfectionner à son tour et la loi lui permet de déposer un brevet pour ce perfectionnement. Le breveté originaire n'aura aucun droit sur cette nouveauté qui est cependant un fruit de son invention. Il ne peut donc pas être question d'un droit de propriété sur l'invention.

Au point de vue international, un tel droit est également inadmissible. Le droit de propriété étant reconnu

par exemple en Allemagne en Angleterre et en France, il n'est pas douteux qu'un propriétaire pourra revendiquer en France un objet légalement acquis dans l'un des deux autres pays indifféremment. Or un brevet légalement obtenu en Allemagne ne présentera aucune utilité contre les contrefacteurs aussi bien en France qu'en Angleterre. Le juge anglais ou français ne pourra que reconnaître qu'il est bien le premier inventeur mais il exigera du demandeur qu'il présente un brevet anglais ou français. Le même droit de propriété sur le même objet aurait besoin d'un titre différent dans chaque pays. Bien plus, les différentes lois de brevets consacraient l'usurpation, car si un brevet a été déposé en France seulement un anglais pourra parfaitement faire breveter la même idée en Angleterre en effectuant le dépôt postérieurement au dépôt français et antérieurement à la publication. En effet, la loi anglaise accorde le monopole au simple importateur.

La loi française du 7 janvier 1791 déclarait de même dans son article III « Quiconque apportera le premier en France une découverte étrangère jouira des mêmes avantages que s'il en était l'inventeur ».

Comment deux législations différentes pourraient-elles admettre l'exercice d'un même droit de propriété sur le même objet sans qu'il y ait conflit juridique insoluble ?

Enfin la plupart des pays imposent au breveté l'obli-

gation d'exploiter, ce qui équivaldrait à contraindre le propriétaire à tirer profit de son droit. Sauf le cas de lois exceptionnelles, le droit commun dans aucun pays n'oblige le propriétaire à cultiver ses terrains ou à louer ses immeubles. Il peut être soumis à certains règlements administratifs mais leur inobservance n'entraîne pas de plein droit l'annulation du droit de propriété. En réalité le breveté s'est volontairement dépossédé de son invention en la publiant en vue d'obtenir la protection de la loi.

C'est uniquement le droit de monopole, c'est à dire le droit de prohibition qui fait l'objet des contrats portant sur le brevet. S'ils s'agit du transfert du droit intégral, c'est une cession du brevet. Si le titulaire renonce pour un certain temps ou pour un certain territoire à son monopole, il y a licence, ou simple permission de fabriquer, vendre ou utiliser l'objet du brevet.

On a cherché à donner au brevet un contenu positif et ce caractère permettrait au licencié, par exemple, d'agir lui-même contre les contrefacteurs ou encore de recourir en garantie contre le breveté. Kohler (*op. cit.*) pousse cette idée jusqu'à dire que la licence est un droit quasi réel (quasidingliches Recht) semblable au droit de passage sur la propriété d'autrui. Le bénéficiaire aurait alors un droit réel pouvant être exercé contre tous les propriétaires successifs du brevet.

En France, on a appliqué les règles du louage pour

permettre au licencié de se prévaloir de l'article 1721 dans le cas où le breveté ne peut pas lui assurer la jouissance promise. Il semble cependant difficile de considérer le licencié comme un locataire. En effet, l'article 1709 dit « Le louage de choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer ».

Le prix est donc une condition essentielle du louage, or on peut parfaitement concevoir, et c'est un cas très fréquent, la concession d'une licence gratuite. Dans ce cas, il faudrait appliquer les règles du prêt à usage mais alors le prêteur ne serait responsable que si, connaissant les défauts de la chose, il n'en a pas averti l'emprunteur (Art. 1891) en outre s'il survenait au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose le juge pourrait suivant les circonstances obliger le licencié à restitution (Art. 1889). Enfin la licence devrait être essentiellement cessible comme un bail alors qu'on considère en pratique qu'elle est concédée en considération de la personne et par conséquent incessible (Allart, *Traité Théorique et Pratique des Brevets d'invention*. Paris 1911) (Pouillet, *Brevets d'Invention*).

Quant au prix il est toujours dans le louage proportionnel au temps alors que pour une licence les redevances peuvent être calculées d'après la quantité d'objets fabriqués ou vendus.

Il semble donc que pour recourir contre le breveté, il faut que le licencié allègue contre lui une faute en appliquant les règles générales sur l'inexécution des contrats.

Du reste la jurisprudence française dans ses décisions sur la question ne nomme pas le contrat de licence pour statuer sur la garantie que pourrait devoir le breveté.

En droit anglais, la licence peut être concédée expressément ou tacitement. La forme expresse peut être verbale ou écrite et les contractants règlent leurs obligations réciproques comme ils l'entendent, principalement quant à la durée et à l'étendue de la licence. Si l'expiration n'a pas été prévue par un terme ou une condition stipulés au contrat elle peut être révoquée par l'une ou l'autre partie mais si le contrat stipule que la révocation peut être demandée par l'un des contractants l'autre se trouve privé de ce droit (*Cutlan v. Dawson*. RPC XIV. 249).

La principale question qui se pose à propos de la licence est de savoir si le licencié peut recourir en garantie contre le breveté au cas où le brevet est déclaré nul.

Les juges anglais décident qu'il n'y a pas de garantie tacite et le licencié ne peut rien réclamer au breveté.

« Il n'y a pas, dit un jugement (*Hall v. Conder*. 2 CB (NS) 22) de garantie tacite du titre ou de la qualité dans la vente des meubles déterminés (*Ascertained chattels*). Du reste le licencié avait toute possibilité au moment du contrat de vérifier la solidité du brevet que lui offrait

son co-contractant ». « Deux personnes également innocentes font une affaire sur l'emploi d'un brevet, l'une supposant être en possession d'un droit de brevet valide et l'autre supposant la même chose. Dans ces circonstances, ce dernier convient de payer le premier pour utiliser l'invention et il en a effectivement la jouissance. On pourrait aussi bien dire que si une personne loue un terrain à un propriétaire postérieurement évincé, elle pourra récupérer le loyer bien qu'elle ait recueilli les fruits du terrain » (Taylor v. Hare I Bos & P (NR) 260). Cependant si l'argent a été versé pour utiliser une invention obtenue par fraude, le licencié peut récupérer ses versements (Lowill v. Hicks . 2 Y & Coll. 46).

La jurisprudence française décide elle aussi qu'il n'y a pas lieu à garantie mais les décisions ne cherchent pas à s'appuyer sur le cas du locataire dont le propriétaire a été évincé. Il semblerait, dit la note sous S. 91-1-393, qu'on doive appliquer la maxime « quod nullum est, nullum producit effectum » mais la Cour de cassation (S. 1839-1-577 et S. 1844-1-815) décide également que le tiers licencié n'est pas fondé à exiger la restitution des redevances versées par lui « lorsqu'il a retiré de l'usage des procédés qui faisaient l'objet du brevet, les avantages qu'il s'en promettait en contractant avec le propriétaire » S'il en était autrement, dit cet arrêt, contre tous les principes de justice et d'équité qui régissent les contrats l'un des contractants obtiendrait tout sans rien donner

tandis que l'autre donnerait tout sans rien obtenir (également, S. 1870-1-13).

La Cour de Cassation décide d'ailleurs qu'il y a lieu de rechercher dans quelles conditions la concession a été exploitée et quels avantages le concessionnaire a pu en retirer. Il est en effet de première importance d'examiner dans chaque cas lequel des contractants est le plus intéressant. Un industriel, par exemple, est en train d'organiser une fabrication mais un tiers prétend s'y opposer en raison de son brevet. Pour ne pas être paralysé l'industriel accepte de devenir son licencié et il verse les redevances prévues puis le brevet est annulé. Il est injuste de refuser au licencié la répétition de ses versements. On peut supposer au contraire que le breveté qui a accordé des licences soutient un procès en contrefaçon et protège ainsi ses licenciés qui jouissent pratiquement de tous les avantages du monopole durant plusieurs années. Si le brevet est ensuite annulé on peut équitablement refuser aux licenciés la restitution de leurs redevances parce que le breveté leur a assuré la jouissance convenue.

Les juges anglais considérant le licence exclusivement comme une autorisation poussent le principe de la non-garantie jusqu'à ses dernières extrémités. Ainsi dans l'affaire *Mills v. Carson* (RPC 10. 9) le breveté avait négligé de payer les annuités et le brevet étant tombé dans le domaine public le licencié avait cru pou-

voir refuser purement et simplement de payer les redevances mais il n'obtint pas gain de cause (également *Hamelyn & C^{ie} v. Wood & Cy.* LR 1891. 2 QB 488). Il prétendait que la jouissance tranquille du brevet était la condition du versement des redevances mais le juge déclara : « J'estime que le licencié n'est pas libéré de payer les redevances. C'est une obligation indépendante et le seul moyen dont il dispose est d'attaquer le breveté en rupture de contrat. » Ce n'est donc pas une action en garantie puisque le licencié est déjà privé de la jouissance et puisqu'il n'a aucun recours contre le breveté, mais simplement une action pour empêcher son cocontractant de continuer à exiger les redevances convenues.

La rupture ne se produit pas automatiquement surtout si le contrat prévoit de nombreux cas de résiliation sauf celui de la déchéance du brevet, mais de toute façon elle n'existe jamais, de droit, sans stipulation. Les licenciés auraient beau prétendre qu'il y a un accord implicite (*Implied covenant*) de maintenir le brevet pour le breveté, le juge tout en reconnaissant qu'il y a défaillance de ce dernier à procurer la jouissance tranquille déclare que le licencié doit introduire une demande reconventionnelle pour qu'il cesse d'être obligé à payer les redevances.

Dans une affaire (*African Gold Recovery Cy v. The Sheba Gold Mining*. RPC XIV. 660), l'avocat du licencié cherchait justement à faire admettre par le tribunal la

ressemblance entre le contrat de licence et le contrat de louage mais le juge lui répond : « Vous faites un contrat et êtes supposés avoir examiné toutes les causes de déchéance du brevet. Cependant vous vous engagez à payer une certaine redevance aussi longtemps que le procédé est employé. L'avocat du licencié compare la situation actuelle à celle du locataire et du propriétaire quand ce dernier est évincé. Le loyer cesse alors d'être dû. Cependant, bien qu'il s'agisse présentement d'une annulation, le licencié est obligé de respecter les termes du contrat aussi longtemps qu'il utilise le procédé breveté. L'analogie avec l'éviction cesse parce qu'il n'y a rien qui empêche l'emploi du procédé breveté. La loi ne s'y oppose pas et dans le cas actuel il continue effectivement à être employé comme par le passé. »

Pour se garantir il est donc indispensable que le contrat de licence comprenne une clause résolutoire libérant le licencié de tout paiement d'annuité au cas où le breveté laisse tomber le brevet.

Cependant le tribunal peut déduire l'obligation pour le breveté de maintenir le brevet de certaines autres obligations qu'il s'est imposées dans le contrat. Ainsi, si le breveté s'est obligé à poursuivre les contrefacteurs il se peut que les juges décident du même coup qu'il s'est obligé à maintenir le brevet en vigueur (Lines v. Usher. RPC XIV. 206).

Si le contrat stipule nettement que le paiement des

redevances est fait sous la condition que le brevet soit maintenu en vigueur, non seulement le licencié peut refuser de payer les annuités mais encore il peut répéter celles qu'il a versées indûment postérieurement à l'expiration du brevet et dans l'ignorance de celle-ci.

En dehors de ces clauses particulières, la licence peut être limitée dans le temps ou dans l'espace au gré des parties et si la licence n'est pas exclusive, le breveté peut concéder ensuite autant d'autres licences qu'il lui plaira. Ces nouvelles licences peuvent également porter sur certaines parties de l'invention qui n'étaient pas comprises dans celles qui étaient concédées antérieurement.

Si la licence est irrévocable et exclusive, elle équivaut à la cession du brevet. Le breveté s'interdit ainsi et de résilier le contrat et de concéder d'autres licences. Le monopole est donc définitivement fixé sur la tête du licencié. Celui-ci ne peut plus exiger du breveté qu'il se préoccupe de payer les annuités pour maintenir le brevet en vigueur et d'autre part il n'est plus obligé de recourir à lui pour attaquer les contrefacteurs. Il peut introduire seul l'action ou y défendre.

La licence étant simplement la renonciation du breveté à entamer une action en contrefaçon contre le licencié, celui-ci en utilisant l'invention publiée jouit d'un droit qu'il tient du Common Law qui permet à quiconque d'exercer son activité sans troubler l'ordre

public. Il n'a rien obtenu du breveté qu'une autorisation or on ne peut céder une autorisation et par conséquent la licence n'est pas transmissible sans le consentement du breveté qui doit renoncer à nouveau à son action à l'égard du tiers cessionnaire. Cependant, sans qu'il y ait renonciation formelle, la cession peut résulter de certains actes. Par exemple, si le breveté accepte du cessionnaire le paiement des redevances il est considéré comme ayant accepté la cession en renonçant implicitement à faire valoir son monopole contre le tiers qui a effectué les versements (*Lawson v. Donald Mc Pherson*. RPC XIV. 696).

En dehors du cas où il y a contrat passé en forme entre le breveté et un licencié il peut arriver que la conduite du breveté permette de présumer qu'il accepte qu'un tiers jouisse d'une licence de son brevet. La licence tacite est même beaucoup plus fréquente que la licence expresse, par exemple si le breveté vend un article protégé par son brevet. Evidemment, par le fait même qu'il a accepté de vendre sa marchandise il reconnaît à l'acheteur le droit d'utiliser l'objet vendu mais ce dernier pourra-t-il le revendre sans qu'il y ait infraction du monopole ? Il peut gêner le commerce du breveté en revendant un article même usagé et le fabricant aurait tout intérêt à pouvoir l'en empêcher.

Les tribunaux anglais ne lui reconnaissent aucun droit à cet égard et ils décident que l'acheteur a acquis la licence non seulement d'utiliser mais encore de reven-

dre l'objet breveté. Il ne faudrait pas croire que le droit du breveté cesse nécessairement du fait que la marchandise n'est plus entre ses mains car il peut maintenir son monopole malgré la vente en déclarant dans le contrat qu'elle n'emporte pas le droit de revendre. En d'autres termes il refuse cette licence qui autrement serait tacite. Il faut que cette restriction soit portée dès la conclusion du contrat à la connaissance de l'acheteur (*Betts v. Willmott*. LR 6 Ch. 239) et il ne suffirait pas qu'il en soit instruit seulement à la livraison, par exemple, au moyen d'une étiquette collée sur la marchandise. Il serait trop tard et cette notification serait sans effet (*Mc Gruther v. Pitcher*. LR 1904, 2 Ch. 306). Autrement, si le breveté veut apporter des restrictions au contrat il peut encore y faire insérer d'autres clauses (*Incandescent Gas Ligth Cy v. Brogden*. RPC XVI. 179) auxquelles l'acheteur sera obligé de se conformer, à moins qu'il ne s'agisse des conditions draconiennes prohibées par la section 38 de la loi.

Il faut que le licencié soit également averti dès le contrat qu'il existe déjà d'autres licences d'où résulte nécessairement une certaine limitation de ses droits par suite de la concurrence. Il ne suffit pas que ces licences soient mentionnées sur le registre de l'Office des Brevets. L'acheteur d'un objet breveté mais non averti de l'existence d'une licence exclusive peut impunément introduire cet objet sur le territoire réservé au licencié (*Heap. v. Hartley*. RPC V. 603).

Enfin, il existe en outre deux autres sortes de licences qui diffèrent des licences expresses ou tacites par la manière dont elles prennent naissance surtout mais aussi par certaines modalités. Ce sont les licences de droit (Licences of Right) et les licences obligatoires.

Le système des licences de droit est tout récent puisqu'il a été institué seulement par la loi de 1919 qui n'est entrée en vigueur que le 1^{er} avril 1920. La nouvelle section 24 de la loi prévoit qu'à un moment quelconque après apposition du sceau sur le brevet, le titulaire pourra le faire enregistrer sur le registre de l'Office des Brevets avec la mention « licence of right ». C'est une offre générale de licence et désormais une personne quelconque pourra exiger du breveté une licence dont les termes seront à débattre par les parties et à défaut d'accord entre elles c'est le contrôleur lui même qui doit servir d'arbitre.

Cette nouvelle réglementation suscitée par les difficultés économiques, conséquence de la guerre, est destinée à stimuler l'exploitation des brevets par l'industrie. Le premier avantage pour le breveté est qu'il n'a plus dorénavant à payer que la moitié des annuités de son brevet et d'autre part les postulants peuvent être plus nombreux car les conditions seront certainement moins rigoureuses du fait que s'il y a désaccord le breveté doit se soumettre à la décision du contrôleur des brevets.

La loi prescrit au contrôleur certaines règles auxquelles

il doit se conformer autant que possible pour concilier les divers intérêts en jeu. Il doit s'efforcer d'assurer la plus large utilisation possible de l'invention dans le Royaume Uni tout en permettant au breveté d'en retirer le meilleur bénéfice. En conséquence, si plusieurs candidats se présentent il devra rechercher celui qui, à la fois, assurera la plus grande diffusion de l'invention tout en consentant à payer au titulaire du brevet les redevances les plus élevées. Enfin il doit laisser au licencié la possibilité de retirer un profit raisonnable de son exploitation en Angleterre. Il peut avoir à considérer les licences antérieurement concédés et réduire les redevances que touche le breveté de ces licenciés afin que tous aient des chances égales dans leur exploitation de l'invention, étant entendu que, pour assurer l'égalité entre les licenciés, il devra tenir compte de tous travaux exécutés ou frais supportés par les licenciés antérieurs quelconques en vue de vérifier la valeur de l'invention ou d'assurer son exploitation sur une échelle commerciale dans le Royaume Uni. La loi de 1919 contient encore une disposition particulière à la licence de droit qui révèle encore le désir du législateur de favoriser l'industrie anglaise attaquée sur le marché intérieur par les concurrents étrangers. A moins de stipulation contraire expresse il est présumé que la licence interdit au licencié d'introduire en Angleterre aucune marchandise dont l'importation faite par d'autres que le breveté ou ses

représentants seraient une infraction au brevet. L'action contre une telle importation est ouverte au breveté ou à son défaut aux autres licenciés.

Le licencié de droit jouit d'un droit plus étendu que le licencié ordinaire. Alors que ce dernier n'a qu'une autorisation du breveté et ne peut défendre le monopole contre les contre-facteurs, le licencié de droit peut agir seul si le breveté reste inerte pendant un délai de deux mois après qu'il l'a sommé d'engager l'action en contrefaçon. Il faut alors que le licencié agissant seul introduise le procès à la fois contre le contrefacteur et contre le breveté qui devient co-défendeur.

Tout contrefacteur d'un brevet enregistré « licence of right » peut éviter une injonction en demandant une licence du brevet et l'indemnité qu'il doit verser pour dédommager le breveté ne peut être supérieure au double de ce qu'il aurait versé à titre de redevance si la licence avait été antérieure à la date où la première infraction au brevet a été commise. Cependant, ayant toujours en vue la protection de l'industrie britannique, le législateur a privé des avantages de cette disposition de faveur les contrefacteurs qui auraient enfreint le brevet en important des marchandises de l'étranger.

Lorsque le breveté sollicite l'inscription de son brevet « licence of right », il faut que le contrôleur des brevets fasse publier dans le journal officiel des brevets (*Illustrated Official Journal (Patents)*) la demande qui lui est

faite afin que les intéressés ayant acquis des intérêts dans le brevet, les licenciés antérieurs, par exemple, puissent les défendre contre une nouvelle exploitation concédée à des conditions particulièrement avantageuses. Ils peuvent donc faire opposition entre les mains du contrôleur et si ce dernier, juge qu'ils se trouveraient lésés, il peut rejeter la demande du breveté. Il peut encore comme nous l'avons vu plus haut adapter les taux des redevances à percevoir par le breveté afin que tous les licenciés aient des chances égales dans leur exploitation.

Après avoir fait placer son brevet sous ce régime exceptionnel le breveté peut revenir au droit commun. En effet, la loi décide qu'à un moment quelconque, s'il n'y a pas eu de licence demandée pour un tel brevet, le contrôleur peut, sur la demande du breveté et après paiement par ce dernier de la moitié des annuités depuis la date de l'enregistrement « Licence of Right » annuler cette clause et le breveté a de nouveau les mêmes droits et les mêmes obligations que si le brevet n'avait jamais été placé sous ce régime exceptionnel.

Le brevet peut du reste y être également placé par le contrôleur si le breveté a commis certains abus de monopole indiqués par la loi. La section 27 décide en effet que dans le cas de non exploitation le contrôleur pourra imposer au breveté l'accord d'une licence, l'enregistrement de son brevet « licence of right » ou bien révoquer purement et simplement.

CHAPITRE VII.

OBLIGATION D'EXPLOITER

La plupart des législations imposent au breveté l'obligation d'exploiter son invention dans son pays d'origine et cette mesure est nettement dirigée contre les concurrents étrangers car il est difficile d'imaginer une personne disposant d'un procédé lucratif qui le laisserait inutilisé uniquement pour gêner la production de ses concurrents nationaux. Ce ne peut guère être qu'un moyen permettant à un importateur d'inonder le marché grâce à ces conditions de production favorables.

L'obligation d'exploiter est difficilement compatible avec le droit de propriété qu'on attribue volontiers au breveté mais elle est pratiquement défendable. Ce qui l'est beaucoup moins c'est que la non-exploitation entraîne la déchéance du brevet. L'inventeur, en effet, n'a pas généralement les capitaux nécessaires et il n'est pas certain qu'il trouve des commanditaires. Il peut devancer de plusieurs années la technique actuelle et on peut facilement constater que les brevets sont copiés parfois

après plusieurs décades. Plus une invention sera audacieuse, plus elle se heurtera à l'inertie ou à la routine et lorsque après plusieurs années elle trouvera enfin son application, le breveté n'aura plus droit à aucune rémunération à cause de la déchéance dont il a été frappé, et cela peut-être uniquement parce qu'il a été paralysé par des conditions économiques défavorables. Aussi le régime de la licence obligatoire est-il beaucoup plus équitable et c'est celui qu'a adopté le législateur anglais quand il a décidé tout récemment en 1919 d'adoucir la loi antérieure de 1907 qui prononçait la déchéance.

Pendant tout le XIX^e siècle l'Angleterre qui jouissait sur ses voisins continentaux d'une avance industrielle énorme ne ressentit pas le besoin d'imposer au breveté l'obligation d'exploiter. Même encore aujourd'hui, les Etats Unis d'Amérique qui se trouvent également dans la même situation favorable n'admettent pas la déchéance pour non exploitation. Le brevet est maintenu jusqu'à son expiration normale qu'il soit exploité ou non.

Des actions en révocation avaient bien été intentées par des industriels anglais gênés par des importateurs étrangers qui introduisaient leur marchandise à l'abri de brevets mais ils furent déboutés. Dans l'Affaire *Badische Anilin & Soda Fabrick* (RPC XXI. 479) le juge dit dans sa décision « Il me semble que l'invention peut être bonne pour le public bien que l'article protégé ne soit pas fabriqué en Angleterre. La valeur d'un article pour le pays

ne consiste pas seulement en ce qu'il peut y être fabriqué mais en ce qu'on peut l'y utiliser et par conséquent les fabrications auxquelles on peut l'appliquer peuvent être améliorées. On n'a pas pu citer une décision suggérant que le breveté qui ne fabrique pas ici l'objet de son brevet perd la protection assurée par son brevet. En réalité j'en arrive à la conclusion que les arguments qui me sont proposés à moi qui siège ici pour appliquer la loi seraient beaucoup mieux destinés au législateur. Le breveté n'est pas obligé de fabriquer en Angleterre, c'est une condition qui n'est pas essentielle pour la validité du brevet. » Sous la pression des nouvelles conditions économiques, le législateur dût intervenir et la loi de 1907 décide dans sa Section 27 : « A un moment quelconque postérieurement à la quatrième année du brevet on peut demander au contrôleur la révocation du brevet en se basant sur ce que l'article ou le procédé est fabriqué ou appliqué exclusivement ou principalement en dehors du Royaume-Uni ». C'est après la guerre que la loi de 1919, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1920 institue la licence obligatoire.

Si à un moment quelconque après l'expiration de la quatrième année à partir de la date du brevet, l'invention brevetée, susceptible d'être appliquée en Grande-Bretagne, n'est pas exploitée à l'intérieur du Royaume-Uni sur une échelle commerciale sans que le breveté puisse fournir une explication acceptable, il y a abus de

monopole et les tiers peuvent solliciter une licence. Ce délai de quatre années n'est pas rigoureux car la loi permet au contrôleur auquel est adressé la demande de licence d'examiner les circonstances de la mise en exploitation. S'il reconnaît que le temps qui s'est écoulé depuis la date du brevet a été insuffisant à cause de la nature de l'invention ou pour toute autre raison, il peut, afin de permettre à l'inventeur d'exploiter son procédé dans le Royaume Uni sur une échelle commerciale, ajourner la demande de licence pour un temps qui lui paraîtra suffisant pour réaliser cette exploitation.

Il y a encore abus de monopole si le breveté a pris des dispositions telles que l'exploitation commerciale en Angleterre soit pratiquement impossible, par exemple, en concédant des licences à des importateurs étrangers qui, en inondant le marché anglais de leurs produits empêchent toute exploitation aux licenciés nationaux. Il en est de même si la fabrication entreprise est volontairement réduite de façon à ne pas satisfaire à tous les besoins du marché dans une mesure raisonnable, si les conditions offertes aux demandes de licence sont exorbitantes, si des conditions draconiennes sont adjointes à un acte de vente ou de location des objets ou bien à l'application du procédé. Après cette énumération des cas où il y a abus de monopole et par conséquent possibilité de licence obligatoire, la loi ajoute : « Etant entendu que, pour déterminer s'il y a eu abus de monopole, il

soit admis que les brevets pour de nouvelles inventions sont accordés non seulement pour stimuler l'esprit inventif mais pour assurer que les nouvelles inventions doivent être dans la mesure du possible appliquées dans le Royaume Uni sur une échelle commerciale sans retard exagéré ». Le législateur a tenu à ce propos à insister particulièrement sur la raison d'être du brevet.

Il n'est pas nécessaire cependant que le breveté parvienne à éliminer complètement du marché les concurrents étrangers (*Revocation of Bremer's Patent*. RPC XXVI. 114), ces derniers peuvent même importer plus de produits que le breveté ne parvient à en vendre. Le tribunal dans ce cas a donc préféré, en refusant la concession d'une licence, l'intérêt du breveté à l'intérêt général car deux fabricants eussent pu opposer une défense plus énergique contre les importateurs.

Il faut en général que le breveté fasse des efforts raisonnables pour assurer l'exploitation, la conduite d'un homme d'affaires moyen étant prise comme type. Le fait que le besoin d'un article ne se fait pas sentir en Angleterre ne suffit pas à justifier son inertie. Il doit susciter la demande par la création d'une industrie ou d'un commerce exploitant le brevet (*Revocation of Boulton's Patent*. RPC XXVI. 383).

Pour pouvoir solliciter du contrôleur la concession d'une licence obligatoire, il faut avant tout lui fournir la preuve qu'on a intérêt à exploiter le brevet, c'est le

« locus standi ». Il n'est pas indispensable que cet intérêt soit immédiat et il suffirait par exemple que le demandeur fournisse des preuves qu'il envisage la création d'une industrie ou d'un commerce pour lesquels l'invention peut être utile. La deuxième preuve à faire est qu'il y a eu de la part du breveté abus de son monopole sous l'une des formes indiquées par la loi. Pour cela il peut arriver que le contrôleur ait à rechercher quel est l'organe ou la combinaison que le breveté a revendiqués et qui seuls doivent être obligatoirement exploités conformément à la loi.

Le contrôleur aura donc à interpréter le brevet en litige, car on ne peut obliger le breveté qu'à fabriquer ou exploiter la partie strictement revendiquée (*Revocation of Lake's Patent*. RPC XXVI. 443). Même s'il a importé une machine, uniquement pour y adapter un perfectionnement qui peut être infime par rapport à l'appareil tout entier, on ne peut rien lui reprocher. Il peut également importer une grande quantité des organes servant à réaliser son invention pourvu qu'il puisse prouver qu'il est en train de perfectionner ses moyens pour en assurer la fabrication en Angleterre, mais si le prix de l'appareil est délibérément majoré en vue de créer une situation privilégiée pour les étrangers, il y a mauvaise foi et par conséquent abus de monopole (*Kent's Patent*. RPC XXXVI. 666). Pour estimer l'importance de la fabrication en Angleterre le juge peut également

faire entrer en ligne de compte celle des contrefacteurs contre lesquels le breveté est en train d'agir ou qu'il est sur le point d'actionner. Cette production contrefaite contribue à la prospérité générale et elle est destinée à revenir au breveté à la suite de l'action en contrefaçon, elle est donc considérée comme valable pour écarter l'abus de monopole (*Fiat Motors Ltd v. Mercedes Daimler Motor Cy.* RPC XXVII. 762).

La demande de licence obligatoire peut également être rejetée si la valeur du brevet est insignifiante (*Osborn's Patent.* RPC XXVI. 819).

On ne peut obtenir la concession d'une licence obligatoire pour le motif que le breveté offre des licences à des conditions telles que le prix de revient en Angleterre serait plus élevé qu'à l'étranger. Il ne faut pas en effet que le demandeur se contente de prouver un préjudice qui lui soit personnel mais un préjudice qui lèse le public. Lorsque, en effet, la loi prévoit des mesures protectrices pour « une nouvelles industrie ou un nouveau commerce », elle entend l'installation d'une industrie ou d'un commerce nouveaux pour l'Angleterre mais non pas la création d'une usine ou d'une maison par un particulier. Or les prix pratiqués par le breveté, bien que plus élevés que ceux de l'étranger peuvent fort bien lui permettre de satisfaire normalement à la demande en Angleterre et la loi n'entend pas favoriser un nouveau concurrent, même anglais, au détriment du breveté (*Ro-*

bin Electric Lamp. Cy. RPC XXXII. 202). En résumé, le breveté échappe à toute contrainte s'il parvient à prouver qu'il a fait tous les efforts raisonnables pour assurer une exploitation normale. Si son activité est insuffisante (Hatschek's Patent. RPC XXVI 228) ou bien s'il allègue que la fabrication en Angleterre est impossible (Johnson's Patent. RPC XXVI. 52) qu'il cède donc l'exploitation de son invention au demandeur de licence qui se propose précisément pour faire profiter la communauté d'une nouvelle industrie.

Si le contrôleur considère que le demandeur a suffisamment prouvé que le breveté ne savait pas exploiter son invention il peut prendre plusieurs décisions à son égard comme nous l'avons dit plus haut :

Il peut décider que le brevet soit enregistré « Licence of Right » et les effets de cet enregistrement sont les mêmes que si le brevet l'avait sollicité spontanément. C'est une offre générale et il doit accepter toutes les demandes qui lui sont faites, le contrôleur arbitrant en cas de désaccord. Toute personne jouissant déjà d'une licence du brevet peut s'adresser au contrôleur pour lui demander l'autorisation de résilier son contrat et en obtenir en échange une licence de droit.

Il peut accorder la licence sollicitée en imposant au licencié les modalités qui lui sembleront opportunes et en particulier les conditions déjà prévues par la loi pour les licences de droit. Par exemple, il peut obliger le licen-

cié à n'importer aucun objet breveté en Angleterre. Le licencié peut également contraindre le titulaire à agir contre les contrefacteurs ou bien s'il s'y refuse absolument il peut agir lui-même, l'action étant dirigée à la fois contre le contrefacteur et contre le breveté. Si le contrôleur a la preuve que l'invention ne peut être exploitée, en Angleterre sur une échelle commerciale que si on dispose de gros capitaux qu'on ne peut attirer que si on a un monopole exclusif, il peut, à moins que le breveté ou ses représentants ne s'engagent à grouper de tels capitaux, ordonner la concession au demandeur de licence ou à une autre personne quelconque ou bien à plusieurs personnes solidairement, d'une licence exclusive dont les conditions seront réglées par le contrôleur. Une telle décision est particulièrement grave car elle a pour résultat de priver de tous ses droits, non seulement le breveté lui-même, mais d'exclure tous les licenciés antérieurs de ce même brevet. Aussi la loi spécifie-t-elle que pour choisir le licencié exclusif, le contrôleur doit donner la préférence à une personne déjà licenciée plutôt qu'à une personne ne possédant encore aucun droit. Pour dédommager le breveté et surtout les licenciés antérieurs dont les droits se trouvent révoqués le Contrôleur peut, s'il le juge convenable et équitable, imposer au licencié exclusif de les dédommager pour tous les frais ou travaux grâce auxquels l'invention a pu être perfectionnée ou exploitée. Enfin pour régler les termes

de la licence exclusive le contrôleur devra s'efforcer de concilier les intérêts opposés du public d'une part et du breveté d'autre part. Pour cela il cherchera à assurer au breveté une redevance maximum, compatible avec l'exploitation en Angleterre par le licencié, de l'invention sur une échelle commerciale avec un profit raisonnable. Ensuite il pourra exiger une garantie pour assurer le versement d'une redevance annuelle minimum au breveté.

Du reste la licence reste toujours révocable par le contrôleur si le licencié ne remplit pas ses obligations en ce qui concerne aussi bien le paiement des redevances que l'exploitation.

L'institution du régime de la licence obligatoire en 1920 n'a cependant pas privé le contrôleur du droit qu'il possédait auparavant de révoquer purement et simplement le brevet. S'il estime en effet que la licence ne permettrait encore pas d'exploiter commercialement l'invention, il peut prononcer sa révocation ou immédiate ou pour une date ultérieure spécifiée dans l'ordre de révocation et le breveté peut même obtenir une prolongation du délai pour réaliser l'exploitation commerciale de l'invention.

La loi anglaise institue donc, pour le cas de non exploitation, un régime très souple qui permet au Contrôleur de statuer en toute équité suivant la situation du breveté et sa décision peut aller du rejet de la demande à la révocation du brevet.

Pour les inventions pouvant être appliquées à la préparation de nourriture ou de médicaments, la loi anglaise prévoit, de même que toutes les législations, un régime spécial. Ce sont là, en effet, des produits trop importants pour la santé même du public pour qu'on puisse s'en assurer un monopole exclusif. Aussi la section 38A de la loi applicable à tous les brevets déposés postérieurement au 23 Décembre 1919, décide que, dans le cas d'inventions concernant des substances préparées ou produites par des procédés chimiques destinées à la nourriture ou à la médecine, le brevet ne pourra comporter de revendication pour la substance elle-même sauf si elle est préparée ou produite conformément aux méthodes et procédés spéciaux décrits ou revendiqués. C'est donc l'interdiction générale des brevets de produits. Puis elle ajoute que pour tout brevet de ce genre le contrôleur accordera, à toute personne qui lui en fera la demande une licence limitée à l'emploi de l'invention pour la production de nourriture ou de médicament, mais non autrement. En somme les brevets rentrant dans cette catégorie sont automatiquement soumis au régime de la licence obligatoire qu'il y ait exploitation ou non.

Pour régler les termes de la licence ainsi concédée, le contrôleur doit toujours, comme dans les cas précédents, rechercher une rémunération convenable du breveté mais il aura à tenir compte également, non plus de l'exploitation commerciale la plus large pour la prospérité

du pays en stimulant la production, mais une production permettant un prix de vente au public aussi faible que possible. Le consommateur prend le pas sur le producteur. Aussi, la latitude qui reste au contrôleur pour rémunérer l'inventeur est beaucoup plus étroite, attendu qu'une bonne exploitation commerciale n'est pas incompatible avec un prix de revient élevé et par conséquent des redevances plus fortes pour l'inventeur. Au contraire cette rémunération se trouvera forcément restreinte si on doit faire entrer le prix de vente en ligne de compte.

Une dernière catégorie de licence obligatoire est celle instituée pour les brevets et demandes de brevets déposés antérieurement à la déclaration de guerre par les ressortissants des pays ennemis de l'Angleterre de 1914 à 1918. Durant les hostilités ces brevets furent mis sous séquestre mais le traité de paix décida que ces brevets seraient rétablis (Section VII, article 306) sous la réserve qu'on pourrait en obtenir une licence obligatoire en s'adressant au contrôleur et en lui fournissant la preuve qu'il est de l'intérêt du public qu'une licence soit accordée ou bien que le breveté a refusé de lui accorder une licence à des conditions raisonnables. Ce sont là du reste des dispositions exceptionnelles dont l'intérêt s'affaiblit de jour en jour.

CHAPITRE VIII.

PROTECTION DES TIERS CONTRE LES MENACES ABUSIVES DU BREVETÉ

La loi anglaise sur les brevets prévoit elle-même les moyens de défense dont disposent les tiers contre les menaces qui pourraient leur être faites par un breveté qui chercherait par intimidation à gêner leur activité. Le brevet par lui même est déjà une entrave à l'activité générale en vue de récompenser l'inventeur, il ne faut pas que celui-ci s'en serve encore pour faire indûment pression sur des concurrents qui se croiraient obligés de se soumettre aux conditions du breveté alors qu'ils n'enfreignent nullement le brevet. Aussi la Section 36 de la loi décide que « Quand une personne prétendant avoir une part d'intérêt dans un brevet menace par des circulaires, des annonces ou autrement toute autre personne d'une procédure quelconque ou d'un recours en dommages-intérêts pour une contrefaçon quelconque du brevet, toute personne lésée par ces agissements peut introduire une action contre elle et obtenir une injonction pour

arrêter ces agissements et pour obtenir des dommages intérêts si elle y a droit au cas où la prétendue contrefaçon n'est pas en réalité une contrefaçon du brevet ; étant entendu que cette section ne sera pas applicable si une action en contrefaçon est entamée et poursuivie avec la diligence convenable ».

La loi veut donc contraindre le breveté à faire valoir ses droits immédiatement, lesquels droits sont nettement limités par les revendications.

Les anciennes décisions décidaient que le breveté n'était pas coupable quand il avait fait des menaces de bonne foi et la bonne foi consistait à croire que les objets incriminés contrefaisaient effectivement le brevet sur lequel on s'appuyait (*Wren v. Weild* 19 Ch. D. 386). C'était encore un danger pour les tiers qui se voyaient troublés dans leur exploitation sans avoir aucun recours, aussi le Juge Malins dans l'affaire *Axmann v. Lund* (LR 18 Eq. 335) fit-il résider la bonne foi dans l'intention d'engager une action en contrefaçon contre le prétendu contrefacteur pour affirmer la validité de son brevet. C'est ce principe qui a été consacré par la législation actuelle et il faut maintenant que le breveté recoure immédiatement à la justice pour limiter ses prétentions.

Il n'est pas nécessaire pour pouvoir engager l'action contre le breveté d'avoir reçu directement ses menaces. Il a pu les adresser à d'autres personnes en rapports commerciaux avec le prétendu contrefacteur. Par exem-

ple, un industriel ou un commerçant peut engager l'action si les menaces ont été adressées à sa clientèle. Si elles sont faites sous prétexte que la manière dont certains articles sont utilisés constitue une contrefaçon sans que les articles eux-mêmes en soient une, les juges peuvent être enclins à considérer de telles menaces comme tombant sous le coup de la loi bien que la jurisprudence à cet égard ne soit pas certaine (*Burt v. Morgan & C^{ie} RPC. IV. 278*).

La personne qui a fait les menaces doit s'être présentée comme possédant un intérêt dans un brevet et elle doit avoir agi elle-même ou par l'intermédiaire d'un agent. Pour savoir si elle répond bien aux conditions de la loi il faut se reporter aux termes mêmes des menaces et aux circonstances dans lesquelles elles ont été faites. Le simple fait que le terme « brevet » n'y est pas mentionné ne suffit pas à prouver qu'on ne prétend pas se prévaloir d'un brevet et le juge peut considérer qu'il y a bien une intention de s'appuyer sur un brevet sans que celui-ci soit précisé.

La loi spécifie que les menaces doivent être faites par « circulaires, annonces ou autrement ». Elle est donc très large et n'exige pas non plus qu'il y ait un écrit pourvu qu'il y ait réellement préjudice et que celui-ci puisse être prouvé. Aussi la menace faite par une simple lettre est parfaitement admissible. Par exemple, une maison reçoit des propositions qu'elle soumet à la personne dont

elle exploite les brevets pour avoir son avis et celle-ci répond que les marchandises proposées sont des contrefaçons et qu'elle envisage une action en contrefaçon. En conséquence la maison rompt les pourparlers avec le nouveau fournisseur. Ce dernier attaque le breveté pour cause de menace et les lettres échangées sont admises comme preuves par le tribunal (*Skinner v. Perry* .RPC X. 1). Il en est de même de la lettre écrite par un sollicitor.

Une seule menace est suffisante pourvu qu'elle vise un acte déterminé accompli par une personne nommément désignée. D'autre part, un avertissement public par lequel le breveté proclame son intention de faire valoir ses droits et met le public en garde contre les contrefacteurs ne constitue pas une menace à moins que les termes généraux employés soient accompagnés de circonstances telles qu'il ne subsiste aucun doute sur la personne visée.

Par contre le propriétaire de brevets anglais et étrangers correspondants qui a concédé à des étrangers des licences de ces brevets étrangers seulement, ne peut être empêché par ces licenciés étrangers d'émettre des circulaires avertissant les commerçants, que les objets importés en Angleterre et fabriqués conformément au brevet anglais sont des contrefaçons (*Société. An. des Manuf. de Glaces v. Tilghman's Patent Cy.* 25 Ch.D.I.).

Le premier moyen de défense dont dispose le breveté

est de justifier ses menaces en prouvant que l'acte contre lequel étaient dirigées les menaces constitue bien une contrefaçon. Il fournit cette preuve soit comme demandeur à l'action en contrefaçon, soit comme défendeur à l'action en menaces mais la loi ne veut pas que les choses restent en suspens puisque le breveté aussi bien que le contrefacteur prétendu disposent chacun d'une action pour faire valoir ou défendre leurs droits respectifs. Ce sont les juges qui doivent prononcer. Si l'action en contrefaçon a été engagée avec une diligence suffisante, le breveté, s'il échoue, sera condamné aux dommages résultant de l'action intentée mais non pas au titre de menaces (*Colley v. Hart*. RPC VII. 101).

Le breveté peut même interrompre son action en contrefaçon en se réservant de la poursuivre postérieurement pour pouvoir faire rectifier son brevet par voie de disclaimer. C'est une procédure absolument correcte et il se trouve à l'abri de toutes les conséquences qui pourraient résulter des menaces qu'il a pu faire (*English & American Machinery v. Gore Machine Cy.* RPC XI. 627).

Si le breveté a fait les menaces en se basant sur plusieurs brevets, l'action doit attaquer les contrefaçons de tous ces brevets et la contrefaçon pour laquelle l'action est engagée doit être identique à celle qui a été la cause des menaces (*Combined Weighin & Advertising Machinery v. Automatic Weighing Cy.* RPC VI. 502).

Il n'est pas nécessaire que l'action en contrefaçon soit

engagée immédiatement et la diligence du breveté est déterminée dans chaque cas d'après les circonstances. En tout cas le délai doit être calculé à partir de la date où les menaces ont été faites et non pas à partir de la date où a eu lieu la contrefaçon (*Haskell Golf Ball v. Robert Hutchinson*. RPC XXI. 497).

Le demandeur qui triomphe dans l'action en menaces peut obtenir une injonction, même si le breveté n'a fait qu'une seule menace parce qu'elle est considérée comme persistant aussi longtemps que le breveté ne l'a pas expressément retirée (*Driffield & C^{te} v. Waterloo & C^{te}* RPC III. 46).

Quand le demandeur triomphe, il a le droit de récupérer du breveté tous les dommages qui découlent directement des menaces, par exemple, une rupture de contrat, mais on ne peut comprendre dans les dommages toutes les affaires qui auraient pu être faites à la suite de ce contrat. De même ils ne peuvent avoir leur source dans de simples rumeurs répandues dans le public.

CHAPITRE IX

MODIFICATIONS POSSIBLES DU BREVET

La loi anglaise prévoit que l'inventeur peut apporter à son brevet même délivré les modifications nécessaires pour en préciser le sens. Cette faculté est avantageuse pour le breveté qui peut ainsi échapper à une annulation éventuelle de son titre si la rédaction en est défectueuse. Elle l'est également pour le public qui dispose ainsi d'un document plus précis.

Ce système a été institué par la loi de 1835 (5 & 6 Will. IV. C. 83. s. 1) pour éviter qu'une partie superflue n'entraîne la nullité du brevet tout entier.

L'objet de cette loi, dit le juge dans l'affaire *Ralston v. Smith*. (II HLC 243), est que si on a dans son brevet une description suffisante et bonne d'une invention utile mais que cette description est mise en danger par une partie pouvant être supprimée en laissant la description originale dans son intégrité bonne et suffisante sans cette addition, on peut alors, au moyen d'une renonciation (disclaimer), enlever la partie vicieuse et

laisser l'invention originale débarrassée de cette adjonction vicieuse. Cependant il n'a jamais été entendu qu'on pourrait convertir un brevet mauvais parce qu'il ne contient aucune description utile en un bon brevet en ajoutant des termes qui transformeraient une généralité stérile et sans profit en une description précise et pratique. Il est tout à fait clair que, s'il en était ainsi, on aurait la possibilité d'introduire dans un brevet défectueux ne contenant aucune invention utile, quelque découverte qui était inconnue à l'époque du brevet original et nullement comprise dans la description. »

Ces modifications peuvent être faites bien entendu pendant la procédure d'accord mais également dans le texte définitif après que le brevet a été accordé. Normalement la demande de modification est adressée au contrôleur, mais s'il y a un procès quelconque en cours, pour contrefaçon par exemple ou révocation de brevet, la demande est adressée au tribunal qui est seul compétent à partir de l'introduction de l'instance jusqu'au jugement définitif. Du reste que le breveté se soit adressé au contrôleur ou au tribunal, les mêmes conditions de fond sont nécessaires.

Les genres de modifications permis sont délimités par la loi qui mentionne la renonciation (disclaimer), la correction et l'explication. Par renonciation il faut entendre toute suppression dans le texte original d'une caractéristique qui y était revendiquée à tort. La cor-

rection est un redressement du texte qui faussait l'idée de l'inventeur telle qu'il voulait l'exprimer originairement. L'explication est destinée à éclaircir un passage ou préciser un point de l'invention.

Toute modification rentrant dans l'énumération ci-dessus ne sera pas nécessairement accordée. Elle sera au contraire refusée si elle aboutissait à faire revendiquer par le brevet une invention plus large que l'invention primitive ou bien ayant un caractère différent. Il est fort possible qu'en renonçant à un caractère du brevet on arrive à étendre sa portée. Si un brevet par exemple revendique une combinaison de trois produits ou de trois organes il est clair qu'en renonçant à l'un d'eux on aura une combinaison de deux parties seulement qui assurera un monopole beaucoup plus étendu. En général les modifications ne peuvent que restreindre le brevet. On ne peut y introduire, au moyen d'une modification, aucune connaissance nouvelle acquise postérieurement au dépôt. Le contrôleur, ou le tribunal suivant le cas, refuse également les modifications qui, sans étendre le brevet, aboutissent cependant à un remaniement exagéré du texte primitif. La maladresse est alors trop grossière pour que le breveté mérite encore cette faveur et on ne peut être autorisé à changer complètement la physionomie du brevet (Alsop's Patent. RPC XXIV. 684). La plus grande bonne foi est exigée du breveté qui doit exposer clairement son cas sans chercher à

tromper le juge en lui proposant des modifications ambiguës.

Antérieurement à 1920 les parties supprimées dans le brevet étaient considérées comme n'en ayant jamais fait parties et elles ne pouvaient même pas servir d'indication pour l'interprétation future du document (Inglis v. Buttery & C^{ie}. House of Lords. 3 Appeal Cases. 552). La loi de 1919 a prévu que le tribunal aurait désormais le droit, pour interpréter le brevet modifié de se reporter au texte primitif. En général, le juge anglais ne statue que sur le texte qui lui est soumis, même pour un texte de loi, il ne doit tenir aucun compte de ce qui a été dit durant le passage du projet devant le Parlement.

La loi n'édicte aucune règle limitant le nombre de modifications qu'on peut faire subir à un brevet mais, en pratique, il est très difficile d'obtenir plus d'une autorisation (Chatwood's Patent Safe & Lock Cy v. Mercantile Bank of Lancashire. RPC XVII. 23).

Comme nous l'avons vu, la demande peut être adressée au tribunal déjà saisi d'un procès mettant en cause le brevet mais pour statuer sur la question de la modification, il peut demander avis au contrôleur qui est alors appelé à comparaître ou encore peut demander à être entendu.

Si la demande de modification est acceptée, il est alors procédé à sa publication dans le *Journal Officiel des Brevets* et tous les tiers intéressés dans le brevet peuvent faire opposition dans le délai d'un mois.

La modification peut être accordée ou refusée purement et simplement ou bien encore accordée sous certaines conditions. Le breveté peut se voir interdire d'attaquer aucun contrefacteur antérieur à la modification (*Ainsworth's Patent*. RPC XIII. 76). Le tribunal aussi bien que le contrôleur disposent à ce sujet d'un pouvoir discrétionnaire (*Allen v. Doulton & C^{ie}*. RPC IV. 377) (*Long v. Witcross Wire & Iron Cy.* RPC VII. 389).

La loi spécifie en effet que les modifications pourront être accordées sous telles conditions qui paraîtront bonnes tant au contrôleur qu'au tribunal en ce qui concerne les frais de procédure, de publicité ou autres (Section 21. sous-section 4 et Section 22). La modification peut être demandée au cours d'un procès et alors tous les frais peuvent être mis par le tribunal à la charge du breveté tant les siens propres que ceux de ses adversaires (*Lilley v. Artistic Novelties Ltd.* RPC XXX. 18).

Le breveté peut parfois cependant attaquer les contrefacteurs antérieurs à la date du jugement de modification s'il parvient à prouver que les revendications primitives avaient été rédigées de bonne foi, sans faute grossière (*Gillette Safety Razor v. Luna Safety Razor* XXVII. 527). Il n'a pas commis de faute ni cherché à tromper la Couronne pour obtenir un monopole qu'il ne méritait pas aussi a-t-il droit à la protection de la loi même pour la période antérieure à la modification. A condition toutefois que la partie contrefaite ne soit pas

précisément celle dont la suppression a été sollicitée par le breveté. Le tribunal peut interdire au breveté d'utiliser dans un procès un brevet modifié durant la procédure (*Bray v. Gardner* RPC IV. 40). Si la demande de modification a été faite antérieurement au début du procès le juge doit surseoir parce que c'est seulement sur le nouveau document qu'il doit se baser pour son jugement (*Stepney Spare Wheel v. Hall*. RPC 28 .381).

La faculté qu'a le breveté d'obtenir des modifications de son brevet est certainement une faveur. La couronne a en effet accordé le monopole contre la publication de l'invention par le breveté et elle ne devrait pas accepter de revenir sur le contrat qui a été passé entre eux. Cependant le public est intéressé à avoir une description précise et c'est également pour lui un avantage que le brevet puisse être amélioré par le titulaire lui-même.

TROISIÈME PARTIE

Cessation du Monopole

CHAPITRE X

EXPIRATION ET PROLONGATION DE LA DURÉE DU BREVET.

Si la faculté d'apporter au brevet des modifications peut paraître concédée au breveté dans l'intérêt du public, il n'en est plus de même pour une autre faveur dont le breveté est absolument seul à profiter. C'est celle de demander une prolongation de la durée de son monopole. Cette durée normalement est de 16 années depuis la loi de 1919 alors qu'elle était antérieurement de 14 années seulement. Après la guerre le législateur anglais s'est préoccupé d'augmenter la durée de validité des brevets pour permettre aux nationaux de lutter à armes égales avec les étrangers qui jouissaient d'une protection plus longue généralement. Le nouveau régime institué par la nouvelle loi s'est appliqué automatiquement à tous les brevets non encore expirés lors de son entrée en vigueur.

Il est d'abord une première cause valable pour solliciter une prolongation dont l'importance est faible actuel-

lement. Si par suite des hostilités entre l'Angleterre et l'un quelconque des pays ennemis, le breveté a subi des dommages quelconques dans l'exploitation de son invention y compris l'impossibilité de développer cette exploitation parce qu'il s'est consacré à un travail spécial pour le salut de la nation, il peut faire une demande de prolongation. C'est une mesure exceptionnelle qui a été prise par tous les pays belligérants et ne présente rien de particulier pour l'Angleterre.

Le cas normal où le breveté demande une prolongation de son monopole est celui où il peut prouver avoir été insuffisamment rémunéré par l'exploitation de son invention.

La demande de prolongation doit être faite au moins six mois avant la date d'expiration normale du brevet mais la Cour a un pouvoir discrétionnaire pour modifier ce délai. En tout cas, si la demande est faite dans le délai normal, peu importe que le brevet expire au cours de la procédure.

Qui peut présenter la demande ? Les jugements ne concordent pas tous sur ce point. En principe la prolongation étant destinée au breveté, s'il agit lui-même, il l'obtiendra beaucoup plus facilement que si elle est présentée par un cessionnaire ou un importateur (*Norton's Patent*. 1 Moo. PC (NS) 343). Elle doit récompenser le travail et la valeur et non pas favoriser les manœuvres des spéculateurs. A plus forte raison est-elle refusée

à celui qui a acquis le brevet uniquement avec l'intention d'en obtenir la prolongation pour réaliser une opération fructueuse. La demande serait rejetée par exemple si elle était présentée par une société qui, après avoir acquis le brevet, ne peut l'exploiter avec bénéfice. L'inventeur suffisamment rémunéré par le prix de la cession n'a plus aucun intérêt dans le brevet et il n'y a plus lieu de le faire profiter d'une prolongation (*Claridge's Patent*. 7 Moo. PC. 394).

Cependant tous les juges ne sont pas aussi stricts et un cessionnaire peut parfois bénéficier d'une prolongation parce que, dit un jugement, (*Morgan's Patent*. I Webs. PR. 738) « en admettant favorablement la requête du cessionnaire on en fait profiter le breveté, bien qu'indirectement, car si le cessionnaire ne recueille aucune rémunération on peut dire que les chances d'un breveté de faire une cession avantageuse se trouveraient matériellement réduites et par conséquent ses intérêts se trouveraient lésés ».

La demande est rejetée si un licencié exclusif du brevet a réalisé des bénéfices considérables (*Gardwell's Patent*. 10 Moo. PC. 488) car, du moment que l'inventeur s'est dessaisi du soin d'exploiter son brevet, il n'est plus intéressant aux yeux de la loi. Il en est de même s'il apparaît durant les débats que le breveté cherche à obtenir la prolongation uniquement pour en faire bénéficier des tiers ou bien qu'il a concédé une licence qui

porte préjudice au commerce (Darby's Patent. RPC VIII. 380).

Un importateur d'un brevet peut introduire une pétition en prolongation parce qu'il est lui-aussi un bienfaiteur du public (Berry's Patent. 7 Moo. PC. 189).

La première preuve à fournir par le breveté est bien entendu son défaut de rémunération et pour cela il ne saurait être trop précis car les juges sont très sévères. Il faut en effet pouvoir leur soumettre un compte détaillé des profits et pertes résultant de l'exploitation du brevet. Il ne suffirait pas qu'il leur fournisse des comptes d'où il résulterait, par exemple, que la société qui exploitait le brevet avec plusieurs autres brevets a périclité et que, par conséquent, la récompense de l'inventeur est incomplète. Les juges exigent un compte spécial pour l'exploitation du brevet, séparé et distinct de toute affaire dans laquelle il peut se trouver engagé (Adair's Patent. LR 6 Appeal Cases 176). Il ne faut même pas comprendre les frais qui peuvent s'appliquer à d'autres parties de l'exploitation que celle du brevet (Duncan & Wilson's Patent. RPC I. 257). Un inventeur s'est vu refuser une prolongation de son brevet parce qu'il avait omis de mentionner les appointements qui lui avaient été attribués à titre de directeur dans une société fondée en vue de l'exploitation de son invention (Mc Lean's Patent RPC XV. 418). Cependant si les pertes subies sont énormes, il est inutile que le breveté en fournisse la détail (Darby's Patent. RPC VIII. 380).

Les juges ne s'en tiennent pas uniquement aux chiffres et ils examinent également si le breveté a fait preuve d'une activité suffisante (Johson's Patent. RPC XXV 709). Ils ne limitent pas seulement, non plus, leur examen au brevet en question. Il faut leur fournir la liste de tous les brevets pris antérieurement pour le même procédé et qui ont pu être exploités en même temps (Standfield's Patent. RPC XV. 17).

Il faut faire preuve dans la requête d'une bonne foi absolue (*uberrima fides*). Si le demandeur a par exemple oublié de mentionner qu'il avait cédé son brevet sans rémunération immédiate, mais en réservant ses droits pour plus tard, il échoue bien que cette rémunération éventuelle ne se soit jamais réalisée (Clark's Patent. 7 Moo. PC (NS) 255. LR 3 PC 421). Si on fait valoir la constitution d'une société destinée à l'exploitation du brevet il faut que celle-ci ait été légalement constituée (Horsey's Patent. RPC I. 225).

Les preuves doivent être fournies immédiatement et les juges refusent d'accorder aucun délai pour permettre au demandeur de se procurer des renseignements supplémentaires (Peach's Patent. RPC XIX. 65). Ils doivent être mis au courant dès le début de tout ce qui se rapporte au brevet : contrats divers passés à son sujet vente d'actions d'une société créée en vue de son exploitation (Poulsen's Patent. RPC XXX. 597) . Si l'exploitation échoue en Angleterre, le fait de laisser expirer les

brevets étrangers correspondants peut ne pas faire obstacle à l'accord de la prolongation mais il faut un cas absolument exceptionnel (a very strong case) (Henderson's Patent. RPC XVIII. 449) attendu que les juges peuvent également prendre en considération les profits retirés des brevets étrangers correspondants au brevet anglais qui est en cause (Johnson's Patent. LR 4 PC 75) (Barff & Vower's Patent. RPC XII. 383).

Dans les pertes subies, le breveté peut comprendre les dépenses qu'il a dû supporter pour faire connaître son invention au public et pour faire les expériences nécessaires à la mise au point de son procédé (Saxby's Patent. LR 3 PC. 292).

Le tribunal examine encore si le brevet présente une valeur telle qu'elle justifie véritablement cette faveur. Cet examen n'est pas aussi sévère que s'il s'agissait d'une action en contrefaçon ou en révocation mais la demande est repoussée quand le brevet est évidemment mauvais et il suffit même qu'une seule de ses revendications ne présente aucune valeur (Worrall's Patent. RPC XXXV. 226).

Des deux qualités du brevet, esprit inventif et utilité pour le public, c'est la seconde qui a le plus de poids sur l'appréciation des juges. Si l'inventeur n'a pas poussé vigoureusement l'exploitation parce qu'il estimait qu'elle n'était pas au point, il y a une forte présomption pour que l'invention soit médiocre et cependant sa valeur

pratique peut emporter l'accord d'une prolongation importante (Southby's Patent. RPC VII. 433).

La prolongation est facilement obtenue si l'exploitation a été empêchée par un cas de force majeure (Roper's Patent. RPC IV. 201) ou bien si la nature de l'invention exige une mise en train extrêmement longue, pourvu, cependant, que l'expiration des brevets étrangers ne mette pas le public anglais dans une situation particulièrement désavantageuse par suite de la prolongation du monopole en Angleterre (Solvay's Patent. RPC XII. 10).

Les difficultés financières qui ont pu entraver l'effort du breveté peuvent être acceptées par le juge comme une raison valable pour l'accord d'une prolongation (Wright's Patent. 1 WPC. 575) mais il faut en général que le demandeur puisse prouver qu'il a fait tous ses efforts pour exploiter son invention et en retirer un bénéfice. En résumé inventeur et invention doivent tous deux mériter la faveur du juge.

En tout cas, si le public a largement profité des avantages de l'invention grâce, par exemple, à la diminution du prix de certains articles, le breveté obtiendra facilement la prolongation (Johnson's Patent. RPC XXV. 709).

De même que pour tous les autres changements dans l'état du brevet, la prolongation fait l'objet d'une publicité qui est nécessaire pour que tous les intéressés puissent faire valoir leurs objections.

Les opposants peuvent contester l'opportunité de toute prolongation ou demander qu'elle soit plus courte que la durée qui est sollicitée ou bien encore qu'elle soit soumise à certaines conditions. Quand l'opposition allègue l'infériorité dans laquelle se trouverait placée l'industrie nationale, gênée par le monopole, il doit fournir des preuves précises sur la concurrence étrangère invoquée comme argument (Johnsons's Patent. PRC XXV. 709).

Les conditions qui peuvent être imposées au breveté sont très diverses.

Le tribunal peut accorder la prolongation sous la condition que le bénéficiaire assurera une juste rémunération du breveté dans le cas où la demande est faite par un cessionnaire. Ainsi dans l'affaire *Mc Culloch's Patent* (RPC XXV. 684) la prolongation n'est accordée à la société concessionnaire qu'à la condition qu'elle attribuera aux héritiers de l'inventeur une certaine quantité d'actions.

Le tribunal peut encore restreindre la prolongation à une certaine partie du brevet seulement et pour cela il attribue à l'inventeur un nouveau brevet couvrant uniquement la partie intéressante (*Hodge's Patent*. RPC XXVIII. 39). Comme les deux brevets se raccordent dans le temps, l'inventeur ne perd à aucun moment la protection de la loi.

Bien que les licenciés du brevet n'aient pu compter

que sur la durée normale du monopole, l'inventeur peut être obligé suivant les circonstances à maintenir les licences en cours, ou bien encore le tribunal peut maintenir sur le brevet prolongé le mortgage qui le grevait antérieurement (Church's Patent. RPC III. 95).

Les licenciés peuvent, eux aussi, présenter leurs objections et demander que leur contrat soit maintenu au même tarif pour la durée de la prolongation (Lynn's Patent. RPC XI. 537). Les conditions de ces licences peuvent être réglées par le Board of Trade (Lodge's Patent. RPC XXVIII. 365). En principe les tribunaux ne veulent pas que l'exploitation du brevet durant la prolongation soit libérée des charges auxquelles elle était soumise auparavant. S'il en était autrement le monopole se trouverait étendu alors qu'il ne doit y avoir qu'ajournement de son expiration.

Pour déterminer si la rémunération du breveté est suffisante les juges examinent la valeur de l'invention et par conséquent il ne faudrait pas croire qu'ils repoussent la demande du seul fait qu'il a gagné beaucoup d'argent. La rémunération qu'il a recueillie peut être considérable et cependant disproportionnée avec l'importance du progrès accompli (Board's Patent. RPC XXVI. 537) et dans ce cas il obtient gain de cause.

Quelle que soit la valeur de l'invention il ne peut être accordé qu'une seule prolongation (Thompson's Patent. RPC XXVI. 673) (Gaucher's Patent. 2 Moo. PC (NS) 532.

CHAPITRE XI

REMISE EN VIGUEUR DU BREVET DECHU

Le breveté a encore la possibilité d'obtenir la remise en vigueur de son brevet qui est tombé par suite du défaut de paiement de l'une des annuités.

La Section 20 de la loi décide en effet : « Quand un brevet est déchu par suite du défaut du breveté à payer l'une des annuités prescrites dans le délai accordé, le breveté peut s'adresser au contrôleur pour lui demander la remise en vigueur de son brevet ». La demande doit contenir une déclaration des circonstances qui ont été la cause du non paiement de l'annuité. S'il apparaît de cette déclaration que cette omission n'a pas été intentionnelle et que le breveté a introduit sa demande avec une diligence suffisante, le contrôleur publie la demande qui lui est faite et toute personne intéressée peut faire opposition entre ses mains.

Pour que le défaut de paiement n'ait pas été intentionnel il faut qu'il provienne d'un oubli et non, par exemple, d'une fausse interprétation de la loi qui aurait

induit le breveté à ne pas payer volontairement parce qu'il le croyait inutile pour une raison quelconque. Dans l'affaire Land's Patent (RPC XXVII. 481) le breveté avait pensé que le versement était inutile parce qu'il allait déposer un brevet complémentaire et qu'il ferait les deux versements en même temps. La demande de remise en vigueur est repoussée parce que le défaut de paiement n'est pas inintentionnel conformément à la section 20 de la loi. Pour rechercher si le breveté a fait preuve d'une diligence suffisante, le contrôleur doit savoir à quel moment il s'est aperçu de son omission.

Une fois que le contrôleur a admis la demande du breveté comme étant acceptable, elle est publiée dans le *Journal Officiel des Brevets* et tous les intéressés peuvent faire opposition dans le délai de deux mois. Sont intéressées dans le rejet de la demande toutes les personnes qui, croyant le brevet définitivement dans le domaine public, ont entrepris ou projettent d'entreprendre des travaux pour l'exploiter.

Sans que la résurrection du brevet soit refusée elle est acceptée seulement sous certaines conditions interdisant au breveté d'engager aucune action, ni obtenir aucun dommages intérêts dans les cas suivants :

1) pour toute contrefaçon du brevet ayant eu lieu postérieurement à la date où le brevet a été annoncé comme déchu dans le *Journal Officiel des Brevets* et antérieurement à la date de l'ordre de restauration du brevet ;

2) pour l'emploi à un moment quelconque ultérieurement de tout dispositif, procédé ou objet réalisé durant cette même période ;

3) pour l'emploi ou la vente des perfectionnements apportés aux dispositifs, objets ou procédés ci-dessus.

L'ordre de restauration prévoit encore que toute personne, dans l'année qui suit, peut faire une demande pour obtenir un dédommagement pour les capitaux, le temps ou le travail qu'elle aurait pu perdre sur l'objet du brevet en croyant de bonne foi que le brevet était déchu et elle pourra obtenir du Board of Trade la compensation que celui-ci fixera. Si cette indemnité n'est pas versée par le breveté, son brevet tombe. Avec lui tombe également l'indemnité allouée attendu que rien ne s'oppose plus à l'exploitation de l'invention par le tiers.

CHAPITRE XII.

FACULTE D'ABANDONNER LE BREVET

La loi anglaise offre également au breveté la faculté de se débarrasser rapidement de son brevet s'il croit qu'il peut en résulter des ennuis. C'est une disposition qui peut paraître bizarre puisqu'il suffit au breveté de cesser de payer les annuités pour que le brevet tombe de lui-même. Cependant elle est utile car pendant le temps où le brevet reste encore valide il peut entraîner des frais inutiles. Par exemple, un tiers peut l'attaquer pour en obtenir la révocation. Or même si le breveté transige immédiatement il n'en aura pas moins à supporter les premiers frais qui seront certainement mis à sa charge. Si minimes soient-ils, ils sont encore excessifs pour celui qui considère que son brevet est sans valeur.

En conséquence, la section 26 (3) permet-elle au breveté d'abandonner immédiatement son brevet en faisant une demande en ce sens au contrôleur qui la publie et entend les objections de tous les intéressés, principalement les licenciés dont le consentement est indispensable.

CHAPITRE XIII

REVOCATION DU BREVET

La Couronne accorde le monopole au breveté sur son affirmation que l'invention est bien nouvelle et qu'il en est bien le réel inventeur mais les recherches qui sont faites au Patent Office avant l'accord n'engagent aucunement la responsabilité de l'Etat et on peut faire annuler le brevet en prouvant que les allégations du titulaire sont fausses.

La section 25 (3) décide en conséquence qu'une pétition pour la révocation du brevet peut être présentée :

a) par l'Attorney General ou toute personne autorisée par lui

b) par toute personne prétendant :

1° que le brevet a été obtenu en fraude de ses droits ;

2° qu'elle-même est le véritable inventeur de l'invention couverte par la revendication du brevet ;

3° qu'elle a elle-même fabriqué, utilisé ou vendu en Angleterre antérieurement à la date du brevet ce

qui est revendiqué dans le brevet comme étant nouveau.

Ce sont là les trois cas où un tiers peut attaquer directement le brevet sans autorisation de l'Attorney. Autrement il faut absolument cette autorisation et les juges doivent surseoir à l'action jusqu'à ce qu'elle leur soit fournie (Max Muller's Patent. RPC XXIV. 465).

Il est possible d'introduire une action en révocation même après l'expiration normale du brevet parce qu'une fois révoqué il est réputé n'avoir jamais existé et on peut ainsi échapper à une condamnation pour une contrefaçon commise pendant que le brevet était en vigueur (North Eastern Marine Eng. Cy v. Leeds Forge Cy. RPC XXIII. 529). Dans l'affaire Deeley v. Perkes (RPC XIII. 581) la Cour d'appel avait révoqué le brevet et le titulaire voulait le modifier par voie de « Disclaimer », mais le contrôleur repoussa cette prétention parce que pour lui le brevet était du fait de la révocation, déclaré inexistant. Aussi, pour sauver le breveté de cette situation malheureuse, la Chambre des Lords fut obligée de modifier le jugement en prononçant la révocation seulement sous la condition suspensive que le breveté déposerait dans les trois mois une demande de disclaimer. Cette condition est également mentionnée dans un autre jugement de révocation (Justice's Patent RPC XVIII. 241). Cependant, dans le cas où le brevet a été soustrait frauduleusement au véritable inventeur le juge n'est pas obligé de suspendre la révocation jusqu'à

ce que le breveté ait renoncé à la partie du brevet qui n'est pas la sienne (Ralston's Patent. RPC XXVI. 313). Il en est de même lorsque la partie nouvelle est tellement insignifiante que le disclaimer réduirait le brevet a très peu de chose (Armstrong's Patent. RPC XIII. 501).

Quand la révocation est prononcée, le jugement est enregistré par le Contrôleur sur le Registre et elle est publiée dans le *Journal Officiel*.

En plus de cette procédure de révocation qui peut être entamée devant les tribunaux comme défense à une action en contrefaçon ou bien spontanément, il existe une autre procédure qui se déroule devant le contrôleur. Elle est donc plus simple mais elle doit être engagée dans un délai assez court, deux années, après l'accord du brevet par toute personne qui pouvait faire opposition à la demande de brevet (Section 26). Or ces conditions sont beaucoup moins rigoureuses que pour introduire une action en révocation devant les tribunaux. Il suffit pour avoir le « locus standi » de pouvoir alléguer un intérêt éventuel et il n'est jamais nécessaire de demander l'autorisation de l'Attorney General.

Il s'ensuit donc que le brevet, durant un délai de deux années passe par une phase intermédiaire. Bien qu'il soit accordé les tiers tiennent de la loi une voie facile pour le faire tomber.

Le monopole se consolide donc à mesure que le temps s'écoule.

Le même système existe en Allemagne avec cette différence qu'une fois le délai expiré, le brevet reste absolument inattaquable et devient une véritable investiture de l'Etat qui est opposable à tous en dépit des antériorités qui pourraient être découvertes dans la suite.

Quand la demande est faite dans les deux premières années entre les mains du contrôleur, s'il y a une action en contrefaçon alors en cours, il faudra l'autorisation du tribunal de façon que celui-ci soit averti et ne statue pas sur un brevet dont la validité est contestée d'autre part.

Il est possible de faire appel de la décision du contrôleur en s'adressant au tribunal dont la décision est définitive sauf dans le cas où le brevet est révoqué ou sa révocation confirmée car alors on peut porter l'appel devant la Chambre des Lords.

CONCLUSION

Réfractaires aux spéculations théoriques pures, les Anglais se contentent, peut-être avec raison de rester toujours en contact avec la vie pratique, aussi n'ont-ils pas cherché à ériger un système de la propriété industrielle bien que certains jugements qualifient le brevet de « property ».

Le but primitif évident est uniquement de favoriser la prospérité commerciale de la nation. Les rois qui avaient institué ce système, cause de bien des abus, cherchaient uniquement l'enrichissement de leurs sujets matière imposable. Ils exigent avant tout la publication de l'invention qui devient dès ce moment une richesse publique et tout le monde peut la perfectionner, sauf que l'inventeur obtient comme récompense le monopole de son exploitation pour un laps de temps déterminé.

Les anciennes décisions des tribunaux anglais insistent sur ce point qu'il n'y a pas là de contrat entre le breveté et la Couronne, qui, elle, reste libre d'utiliser les inventions pour ses besoins sans avoir à verser à l'inventeur aucune indemnité. C'est seulement la loi de 1919

qui a fixé les droits du breveté à l'encontre de la Couronne, en supprimant la procédure compliquée qui s'était développée progressivement pour lui permettre de recourir contre le Département Ministériel qui avait utilisé son invention. Bien qu'il y ait désormais des obligations réciproques, le breveté ne possède rien sinon le droit exclusif qui lui a été concédé. Les brevets étaient compris anciennement dans les monopoles que le Roi accordait à qui bon lui semblait et qui portaient sur n'importe quelle branche du commerce ou de l'industrie. C'est seulement à la suite d'abus que le Statut des Monopoles a restreint les pouvoirs de sa Majesté aux seuls monopoles qui ne peuvent gêner l'activité générale, ceux qui portent sur les inventions, lesquelles, par hypothèse, ne sont pas encore exploitées. Le brevet n'est pas plus un droit de propriété que n'en est un n'importe quel monopole concédé par l'Etat, qu'il s'agisse de la vente d'un produit déterminé ou de la perception des impôts par des fermiers généraux.

Le droit anglais devait être du reste d'autant plus réfractaire à admettre le droit de propriété industriel que, même pour la propriété foncière, c'est le Roi seul qui en principe est pleinement propriétaire. En pratique tous les citoyens anglais jouissent de tous les droits de véritables propriétaires mais théoriquement, ils les détiennent du Roi directement ou indirectement.

Comme le droit attaché au brevet n'est pas aussi ri-

goureux que le droit de propriété, les règles instituées par la loi anglaise sont d'une très grande souplesse. Le breveté peut s'adresser au contrôleur ou au Tribunal suivant les cas pour obtenir une réduction de l'invention, une prolongation de la durée de protection ou même la résurrection du monopole. Ce sont là des facilités inadmissibles pour le propriétaire qui ne pourrait pas, par exemple, faire revivre son droit de propriété légalement éteint en conséquence d'un contrat ou d'une prescription.

Les tiers qui pourraient être lésés par ces modifications sont garantis non seulement par la publicité effectuée dans le *Journal Officiel des brevets* mais encore par les conditions particulières qui peuvent être imposées au breveté par le Contrôleur ou le Tribunal.

L'invention contenue dans les revendications du brevet indique seulement les limites du monopole et les tiers doivent s'y référer pour connaître la partie de la technique qui leur est interdite par l'Etat. Une invention excellente ayant fait accomplir à l'industrie un progrès énorme conservera, peut-être pendant de nombreuses années, une valeur considérable et cependant le défaut de paiement d'une annuité réduit à néant le monopole et par conséquent le seul droit qui représente une valeur dans le patrimoine de l'inventeur. Personne ne contestera qu'il reste bien l'inventeur de la découverte mais il ne peut plus désormais présenter le titre de son droit d'exploitation exclusif dont on dit abusivement

qu'il était son titre de propriété. Il est donc correct que le monopole soit modifié ou même annulé si le breveté ne remplit pas ses obligations.

L'examen préalable exigé par la loi anglaise est beaucoup moins rigoureux qu'en Allemagne où les examinateurs disposent d'une documentation très riche et font leurs recherches aussi bien dans les brevets allemands qu'étrangers ou bien dans les publications ordinaires. En Angleterre l'examinateur ne fait ses recherches que dans la collection des brevets anglais, elle est donc beaucoup plus restreinte.

L'inventeur n'a aucune garantie mais au fur et à mesure que le brevet vieillit les actions en révocation deviennent plus difficiles puisqu'au bout d'un délai de deux ans, après la date du brevet, il faut s'adresser au tribunal et non plus au contrôleur. Enfin si le breveté a triomphé dans plusieurs actions, son titre acquiert de plus en plus de solidité grâce aux certificats de validité que lui accorde le tribunal. C'est le signe que la Couronne prend de plus en plus confiance dans la valeur de son concessionnaire et sa protection devient de plus en plus efficace.

Il faut noter enfin combien un pays profondément industrialisé comme l'Angleterre doit apporter de soin à adapter continuellement aux circonstances nouvelles sa législation sur les brevets d'invention. L'ancien Statut 1623 resté intact durant deux siècles n'a cessé depuis

la naissance de l'industrialisme d'être rénové pour permettre aux industriels anglais de pouvoir se défendre contre la concurrence étrangère aujourd'hui encore plus pressante que jamais.

Vu le Président de la Thèse,

Henri LEVY-ULLMANN

Vu : le Doyen de la Faculté,

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLART. — *De la Propriété des Brevets d'Invention et de leur Validité*, Paris.
- AGNEW. — *Law and Practice relating to Letters Patent for Inventions*, Londres, 1879.
- BEDARRIDE. — *Commentaires des Lois sur les Brevets d'Invention*, Paris, 1869-1894.
- HARDINGHAM. — *An Improved Mode of Procedure for the Grant of Letters Patent*, Londres, 1901.
- KOHLER (J.). — *Handbuch des deutschen Patentrechts*, Manheim, 1900.
- KLÖPPEL. — *Des Lizenzvertrag*, Leipzig, 1896.
- KLOSTERMANN. — *Die Patentgesetzgebung aller Länder*, Berlin, 1876.
- LAWSON. — *Practice as to Letters Patent for Inventions*, Londres, 1884.
- PATAKY. — *Les Lois sur les Brevets d'Invention et Marques de Fabrique des différents Pays*, Paris, 1907.
- POUILLET. — *Traité Théorique et Pratique des Brevets d'Invention*, Paris, 1909.
- WALKER ET FOSTER. — *Patents for Inventions*, Londres, 1922.
- WANGEMANN. — *Das Recht der Angestellten an ihren Erfindungen*, Bernau, 1912.
-

RECUEILS

Law Reports, Chancery Division (Ch. D.).
De Gex, Jones et Smith (de G. J. et S.).
Law Reports, Equity Cases (Eq.).
Griffin's Law Officers' Cases (Griff. LOC).
House of Lords' Cases (HLC).
Law Journal Chancery (LJ. CH).
Law Reports, Privy Council (LR. PC).
Moore's Privy Council Cases (Moo. PC).
Moore's Privy Council Cases. New Series (Moo. PC. NS).
Reports of Patent Cases (RPC).
Times Law Reports (TLR).
Webster's Patent Cases (WPC).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Historique	3
------------------	---

PREMIERE PARTIE — ACQUISITION DU MONOPOLE

Chapitre I : Brevetabilité	17
Chapitre II : Forme du brevet	33
Chapitre III : Interprétation du brevet.....	53

DEUXIEME PARTIE — EXERCICE DU MONOPOLE

Chapitre IV : Sanction du Monopole et Action en contrefaçon	63
Chapitre V : Transmission du Monopole	83
Chapitre VI : Contrat de Licence	92
Chapitre VII : Obligation d'exploiter	109
Chapitre VIII : Protection des Tiers contre les menaces abusives du breveté.....	121
Chapitre IX : Modifications possibles du brevet	127

TROISIEME PARTIE — CESSATION DU MONOPOLE

Chapitre X : Expiration et prolongation de la durée du brevet	135
Chapitre XI : Remise en vigueur du brevet déchu	144
Chapitre XII : Faculté d'abandonner le brevet	147
Chapitre XIII : Révocation du brevet	148
CONCLUSION	152
BIBLIOGRAPHIE.....	157
